

n° 773 - 4 F
DU 9 au 15 FEV. 1978


nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

TCHAD :
L'INTERVENTION
FRANÇAISE



**MARS 78 :
LES
DROITS
DES
FEMMES**

CRITIQUE SOCIALISTE

Revue théorique du PSU

**Nationalisations
Autogestion
Culture alternative
Dialectique**

30.31

SYROS

CRITIQUE SOCIALISTE

Revue théorique du PSU

Numéro double : 30/31

- Nationalisations
- Autogestion
- Culture alternative
- Dialectique

Commandes à adresser aux éditions Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris
Prix : 25 F CCP Paris 19.706.28

FRONT AUTOGESTIONNAIRE SOUSCRIPTION

Dassault ne cotise pas dans la maison, le club Méditerranée non plus. Nous ne sommes pas encouragés par la Bénédictine et Ricard ne nous donne rien. Nous n'avons pas eu le prix Fémina, ni le Nobel... D'ailleurs, c'est bien simple : nous n'avons pas de prix. Nous ne recevons ni dollars, ni roubles, ni DM.

Nous ne sommes pas doués pour la quête, la mendicité, les souscriptions (on essaye, on essaye, mais c'est dur). Notre hebdo, *TS*, on le fait vivre (mal d'ailleurs) sans vous taper tous les jours. On n'a pas fait mettre de brevet sur l'autogestion. On n'a pas encore fini de payer nos amendes de mai 68. Et on vient tout juste de payer nos procès de la guerre d'Algérie. Notre Faux-monnayeur attiré a respiré des produits polluants. Nous n'avons jamais enlevé de milliardaires.

Alors si vous voulez que l'autogestion on en cause pendant les législatives, et de l'écologie, et des droits des femmes, et du refus du nucléaire, faut nous aider.

Le Front autogestionnaire, présent dans 260 circonscriptions aux législatives, a un besoin urgent de votre soutien politique et financier.

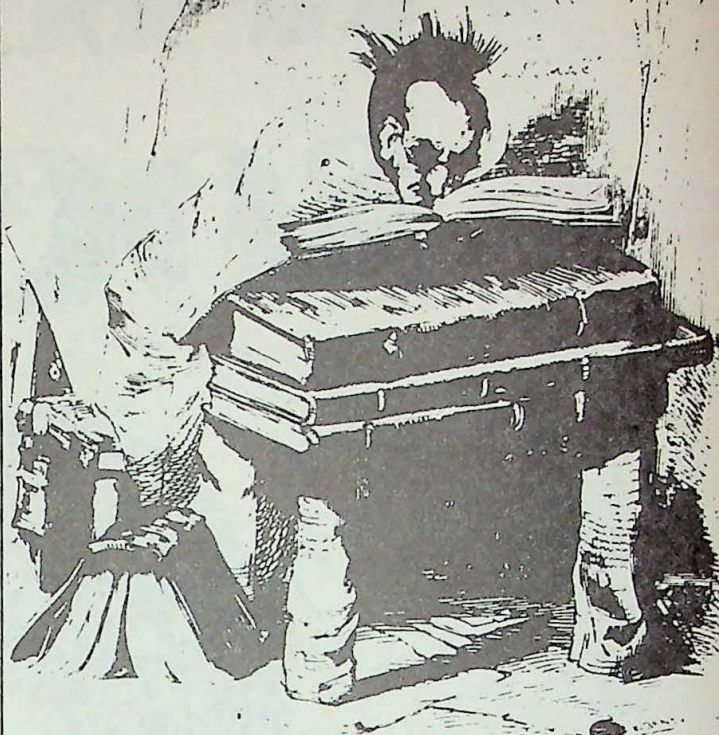
SOUSCRIVEZ !!!

Jean Ruel, 6974 36 N Paris

DEMANDEZ L'APPEL !!!

Front autogestionnaire, BP 89 75722 Paris Cedex 15

Les Amis des Editions SYROS



Pour adhérer aux Amis des Editions Syros ADES

Depuis 1976, les éditions Syros offrent un support à l'expression et à la diffusion des expériences, des luttes et des idées du courant autogestionnaire. Avec peu de moyens, elles maintiennent et développent leur effort de façon régulière. Ce bilan positif — un livre nouveau naît chaque mois, sept cents libraires diffusent Syros à ce jour — mérite-t-il de doter les éditions Syros de moyens nouveaux ?

Nous vous proposons d'y répondre positivement, en devenant membre des

Amis des Editions Syros (ADES)

Cette association permettra de développer les échanges lecteurs/éditeur et de réaliser les projets d'extension par :

- l'envoi régulier du bulletin **Syros-Information** ;
- l'échange d'un questionnaire et d'une correspondance avec l'équipe Syros ;
- l'organisation de réunions et de débats ;
- le soutien financier sous forme d'avance sur achats qui vous fera bénéficier d'une remise de 25 % sur les livres Syros durant l'année d'adhésion.

Bulletin d'adhésion

NOM
Prénom
ADRESSE
Code postal
Profession
Date d'adhésion

Cotisation annuelle : 30 F

Avance sur achat (remise 25 %) :
100 F 200 F 300 F

Versement : 130 F 230 F 330 F

à verser à l'ordre des éditions Syros 9 rue Borromée 75015 Paris

CCP 19 706 28 Paris

La carte d'adhésion vous sera envoyée par retour du courrier.

● **Vendredi 10 février (Paris 10^e)**: réunion-débat organisée par le Front autogestionnaire du 10^e à 20 h 30, salle Lancry, 10, rue Lancry.

● **Samedi 11 février (Versailles)**: projection du film super 8 *Ames charitables s'abstenir*, réalisé par des handicapés. Ce que vivent et ressentent les handicapés dans une société de normes, de profits, d'exploitation. A 20 h 30 au CM 3, centre d'animation culturel, 3, rue des Missionnaires.

● **Samedi 11 et dimanche 12 février (Nantes)**: colloque écologique 44 à la Bourse du Travail, rue Arsène Leloup. Accueil à partir de 14 h le samedi. Thème: l'impasse nucléaire et ses alternatives.

● **Dimanche 12 février (Cachan)**: le Front autogestionnaire de Cachan organise une journée-fête à partir de 10 h au centre socio-culturel de la Plaine, 1, allée Pierre de Montreuil. Il y aura des ateliers d'expression, une caravane. Il est recommandé d'apporter tout le matériel qui traîne chez vous et votre bouffe.

● **Lundi 13 février (Paris 7^e)**: la

section agricole PSU de la région parisienne organise une réunion-débat sur la forêt et l'autogestion, de 19 h à 21 h 30 au 68, rue de Babylone, salle des Temps présents.

● **Du 14 au 18 février (Paris 14^e)**: groupe de musiciens chiliens à l'Aire libre, 3, impasse de la Gaité à 20 h 30. Prix: 15 et 25 F.

● **Judi 16 février (Besançon)**: meeting avec Michel Mousel, Charles Piaget et Madeleine Laude sur le thème: un bon choix pour la gauche: l'autogestion. Au cinéma le Montjoie.

● **Du 16 au 23 février (Sartrouville)**: semaine femmes avec débats, films, spectacles. Tous les soirs à 21 h à la Maison des jeunes et de la culture, 22, quai de Seine à Sartrouville, tél. 962 29 51.

● **Vendredi 17 février (Paris Ile)**: réunion d'information sur l'industrie nucléaire avec projection du film *Condamnés à réussir* et débat contradictoire. A 18 h 30 à l'AGECA, 177, rue de Charonne, M^o A. Dumas. Organisée par l'UL-CFDT du 11^e, 12^e,

Paris-écologie 11^e, Amis de la Terre 12^e, PSU 11^e et 12^e et comité antinucléaire du 11^e et 12^e.

● **Vendredi 17 février (Paris)**: réunion d'information sur la situation des immigrés en France, organisée par les Chrétiens pour le socialisme, à la chapelle Saint-Bernard de la gare Montparnasse à 20 h 30.

● **Samedi 18 février (Paris 13^e)**: meeting-spectacle « Euskal Herria gurea da », présentation de la campagne électorale basque. Chansons, montage diapos. à 20 h 30, au centre Saint-Hippolyte, 27, av. de Choisy, M^o Porte de Choisy.

● **Samedi 18 et dimanche 19 février (Joinville-le-Pont)**: fête du PSU du Val-de-Marne. Le programme commencera à partir de 15 h. Il y aura des débats, des stands politiques, Patrick Font et Philippe Val, du jazz avec Evann Chandlee et un grand bal folk avec les Maringouins. Tout ça se passe à l'Hôtel de Ville. Si vous prenez vos billets à l'avance 10 F les deux jours.

● **Lundi 20 février (Lille)**: Pro-

cès de Frank Dupin pour avortement. Le MLAC à nouveau poursuivi. Soutenez ce procès, envoyez des télégrammes pour la relaxe de Franck et rendez-vous le jour du procès au palais de justice de Lille, avenue du Peuple-Belge.

BRADERIE VITRUVÉ

● **Place de la Réunion, samedi 11 février**

Si vous aimez :

● **Fouiner parmi vêtements, bibelots, objets anciens ou insolites, jouets, livres...**

● **vous amuser au son des fanfares (jeux, chansons, déguisements, théâtres...)**

● **déguster la soupe à l'oignon et autres amuse-gueules**

Nous vous attendons, place de la Réunion, au cœur du XX^e, où les habitants du quartier se retrouveront dans une ambiance de fête.

Profitez de cette occasion pour vous débarrasser de vos vieux vêtements, bibelots, jouets, ustensiles de cuisine, outils, livres, disques... Téléphone : 373 47 65 ou 371 31 26.

HUMEUR

Je suis un violent

Je ne supporte pas les flics qui me tutoient et arrêtent mes cheveux longs.

J'enrage quand on bouscule un travailleur immigré dans le métro ou quand les agents de la force publique dédaignent ma barbe et ma tignasse pour lui demander ses papiers au détour du couloir.

Je me mets dans tous mes états quand je lis le long de la rue La Fontaine à Paris: « *stationnement gênant, sauf pour les véhicules du ministère* ».

Je me bouffe les ongles et sens monter en moi tous les symptômes de la frénésie meurtrière quand les gardiens d'un square virent les mômes de la pelouse.

J'ai envie de crier « *pauvre con* » quand je vois un cow-boy de la Brinks sortir son pistolet et risquer sa peau pour protéger les millions du Crédit Lyonnais. Et parfois je lui dis, méchant, agressif « *Vous vous sentez pas un peu couillon avec votre tromblon pour garder tout ce fric, au risque d'y laisser votre peau ?* ».

Je pense « *bien fait* » quand un andouille de passant ramasse un pruneau en courant après des mecs qui viennent de piquer la même banque. Méchamment je pense et je dis: « *Qu'un clodo s'étale sur le trottoir et il ne le ramassera même pas* ».

J'aime bien les concierges mais je déteste les gardiens. J'adore les animaux et botte le cul des chiens qui transforment les trottoirs en parcours du combattant.

Je cherche machinalement un objet contondant, comme on dit au *Parisien libéré*, quand je vois apparaître la gueule de Barre. Et je me fais du cinéma à base de fusil à lunette quand j'apprends que le susdit va s'installer dans un appartement à une brique et des poussières par mois avenue Emile Accola dans le 7^e au moment où il chipote sur le Smig à 2 400 F.

Je ne fais pas de rêve érotique quand je vois paraître Anne-Aymonde Giscard d'Estaing à la télé.

Je vomis la société qui laisse faire des bombes tandis que meurent encore des enfants.

J'aime pas les CRS depuis qu'ils m'ont abîmé une patte, j'ai des envies de meurtre à chaque fois que je pense à mon service militaire, j'aime pas les Présidents de tribunal, je hais les agents immobiliers, je déteste les notaires, j'imagine des supplices raffinés pour les huissiers et je torture dans ma tête la plupart des chasseurs de France.

Je rêve d'un match de boxe entre Giscard et Chirac: pas en quinze rounds mais au finish, comme dans le bon vieux temps. Je rêve d'une bataille au gourdin entre Marcellin et Peyreffite.

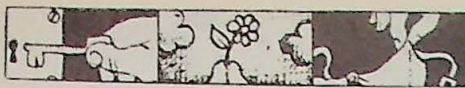
J'ai de plus en plus envie d'étrangler Elkabach qui s'est foutu de ma gueule il y a un peu plus d'un an en me racontant qu'il allait faire une information télévisée différente. A moins que je lui mette la tête dans un télex en état de marche, avec Gicquel et Poivre d'Arvor.

Je donne des coups de pied dans les bagnoles qui me coincent contre les trottoirs et j'ai envie de brûler la plupart des livres de classe qui me tombent sous la main.

Je fantasme en pensant à tous les sacs de farine que l'on pourrait faire tomber sur la tête des cadres bien sages et bien propres et je rêve de professeurs trop sages livrés aux adolescents enfin déchaînés.

Dites-moi, Docteur, suis-je normal ou dois-je immédiatement consulter la commission anti-violence de mon département ?

C.-M. VADROT ■



Malentendu

Nous venons de prendre connaissance d'un article publié dans le n° 771 de Tribune Socialiste, sous la signature du rédacteur en chef de votre hebdomadaire : José Sanchez.

Il y est écrit : « Il est vrai qu'à plusieurs reprises les autonomes ont eu à souffrir quelque peu du SO de l'organisation d'Alain Krivine, qui s'est d'ailleurs de tout temps fait un devoir de chasser le spoutex qui sommeille chez les autres et de dénoncer tout ce qui sent la révolte individuelle, démobilisatrice et récupérable ».

L'article prend bien garde d'informer les lecteurs de Tribune Socialiste des attaques perpétrées par les autonomes contre les organisations ouvrières, dont la LCR, à Jussieu comme à Nanterre. Il fait silence sur l'attaque menée par les autonomes contre la manifestation démocratique appelée par 80 personnalités et le PSU, la LCR, l'OCT en protestation de l'extradition de Klaus Croissant. Lors de cette manifestation, les militants du PSU n'avaient guère semblé se plaindre de la protection mise en place, comme lors du meeting précédent de la mutualité, principalement par les services d'ordre de la LCR et de l'OCT.

L'article de Tribune Socialiste nous semble scandaleux et totalement inacceptable au regard des principes les plus élémentaires qui devraient régir des relations entre organisations ouvrières : où et quand les autonomes ont-ils eu à souffrir même quelque peu des rigueurs du SO de la LCR ?

Quels que soient les désaccords politiques qui s'aggravent entre nos organisations depuis l'énoncé des convergences entre le PSU et le PCF, nous sommes tout disposés à débattre de vos nouvelles positions.

Mais l'article incriminé pose les termes du débat entre nos organisations sur un tout autre terrain. Nous constatons qu'au-

cune autre organisation ouvrière n'avait osé, dans la période récente, lancer contre nous ce genre d'accusation calomniatrice. Pour le BP de la LCR : Alain KRIVINE ■

A travers le premier article consacré aux « autonomes » (dont on pourra lire la suite dans le numéro de cette semaine), j'avais, de propos délibéré, tenu, dans une rubrique qui porte d'ailleurs bien son nom (« Enquête ») à leur donner la parole. La phrase incriminée, qui suit ou précède certains propos tenus par les personnes rencontrées au cours de l'enquête, ne fait que résumer l'attitude de ces dernières. Elle ne peut par conséquent en aucune manière constituer un jugement de valeur de ma part. Jugements dont, pour ma part, je m'abstiens le plus souvent. Personne ne songerait à mettre en doute vraisemblablement et la nécessité et l'efficacité du service d'ordre de la LCR. Il est manifeste que ce dernier s'est révélé particulièrement opportun lors des manifestations dont tu fais état. Personne non plus enfin n'a nié les agressions dont la LCR a été l'objet de la part des « autonomes ». En bref, je n'ai rien écrit qui n'ait été dit par les « autonomes » eux-mêmes, ni rien laissé entendre qui justifie un ton qui demeure, partant, sans objet.

J.S. ■

Derrière les balustrades

A la suite de nos articles consacrés au congrès CFDT de la construction-bois, nous avons reçu d'un lecteur le témoignage suivant :

Chez les Electriciens de France — Jules Vergeret Delporte, la répression syndicale existe depuis octobre 1936. Plus de 2 000 travailleurs sont répartis dans huit agences en France et deux à l'étranger. Trois agences et l'usine de Saint-Ouen sont organisés avec la CGT. En 1976, la CGT obtient au siège situé à Paris et dans les

chantiers parisiens, la majorité des élus aux élections des DP et du CE au détriment du syndicat autonome (créé en 68) et de FO. La section syndicale s'est toujours battue avec les travailleurs au siège et sur les chantiers : tournées par les délégués sur les chantiers, distribution de tracts, affichages, diffusion d'un journal interne, etc.

Nos revendications concernent surtout les salaires (valeur du point), les vêtements de travail et de protection, l'hygiène et la sécurité, les classifications (grille CGT), la garantie de l'emploi, le respect et l'extension des droits syndicaux. Citons quelques actions menées ces derniers mois :

Sur le chantier Beaubourg, la création d'un comité de coordination CGT comprenant seulement quelques entreprises (très peu sont organisées) aboutit à un débrayage à 70 % le 7 octobre 76 sur le chantier, pour soutenir les entreprises peu organisées...

Une coordination de Saunier-Duval CGEE-Alsthom et Verger-Delporte : qui faisaient le même type de travail permet une réunion d'information pendant une heure sur le temps de travail, pour l'application des règles d'hygiène et de sécurité inexistantes. Mais l'inspection du travail et les patrons du bâtiment le refuseront.

Par contre sur le chantier Semam, aux Halles, l'équipe de Verger-Delporte débraye en décembre 77 (après celle de Bouygues il y a bientôt un an) pour le paiement de leurs « primes de hauteur » et d'insalubrité. Ils occupent les locaux de la direction au siège de Clichy pendant quelques heures jusqu'à obtenir satisfaction.

Mais notre fonction de délégués est souvent entravée par la direction. La répression syndicale se traduit par notre isolement sur des chantiers de 2 ou 3 travailleurs, par notre éloignement du lieu des travaux, le blocage des qualifications, etc. et la justice n'est pas pour nous.

La réalité peut se résumer dans l'extrait d'un tract CGT distribué sur le chantier des Halles : « Derrière les balustrades et les panneaux publicitaires, l'exploitation des travailleurs règne. » ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle
NOM..... Prénom.....
Adresse.....
Profession.....
Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)
Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.
Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent
Rédacteur en chef : José Sanchez
Rédacteur en chef adjoint : Claude Deslihat

Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan.

• Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Marielle, B. Ravenel.
• Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot.
Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fênu, Mathé
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
9, rue Borromée, 75015 Paris.

Rédaction : 566.45.64 et 566.45.37 poste 096
Administration et publicité : 566.45.37
Numéro de la commission paritaire : 50 392
Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression :
Société nouvelle de l'imprimerie spéciale du chèque
38, rue de la Fédération, Montreuil - 858.88.33

Changement d'adresse
Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes.

● **Où va la France ?**

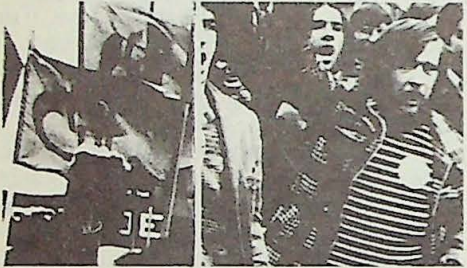
Franc... et massif
par **M. Mousel** p 5
A quoi sert le Parlement ?
III. — 1976-1977 : l'enlèvement



par **M. Sylvain** p 6
Spécial élections :
Droits des femmes !
De Léon à François, pauvres femmes ! p 7
Cl. Bourdet : II. — Un front pour l'écologie,
la paix, l'autogestion. Propos recueillis
par **C. Desliat** p 10
Ecologie : le réveil
par **C.-M. Vadrot** p 11

● **Social**

PTT : sac à terre
par **Y. Sparfel** p 12



Conférence nationale des travailleuses :
Edmond Maire : « On ne fera pas le socialisme
avec la moitié de l'humanité ». p 13
Déserts scolaires
par **Jo Briant** p 14
Ecole Vitruve : l'utopie réaliste p 15

● **Enquête**

Ces autonomes... II. — Une société bloquée
par **J. Sanchez** p 16

● **Tribune libre**

La non-violence est aux moyens ce que
l'autogestion est à la fin
par **J.-M. Muller**, membre du comité de
coordination du MAN p 17

● **Et pourtant elle tourne**

Portugal : l'avenir d'une révolution
de notre envoyé spécial **B. Ravenel** . p 18
Mourir pour le Tchad ?
par **Ph. Mariélie** p 19
Tunisie : quand sonne le glas
par **Mohsen Toumi** p 20

● **Les armes de la critique**

Livres : élections sans frontières
par **M. Etienne** p 21
Théâtre : Papier mâché et Renaissance
italienne
par **F. Claire**
Les patrons ont des états d'âmes
par **D. Nores** p 22
Télévision : trois hommes en question
par **Ph. Mariélie** p 23
BD : voici ce que la droite vous laisse !
par **P. Glay** p 24

FRANC... ET MASSIF

par Michel MOUSEL



Il y a au moins une catégorie d'individus qui ont parfaitement saisi le sens du discours de Verdun sur le Doubs — un peu trop bien même : ceux qui ont fait exécuter au Franc sa petite glissade des derniers jours.

Un galop d'essai, en quelque sorte, dont la signification est au moins autant politique qu'économique. Une façon de vérifier, à l'avance, que la mécanique fonctionne bien. Les déclarations de Barre ne peuvent tromper. Même s'il paraît s'emmêler un peu dans ses divers sujets de satisfaction — satisfaction de soi-même, du Président et des spéculateurs — il n'en a pas moins clairement encouragé ceux-ci. Bien sûr, il ne faut pas trop en faire avant les élections pour que ça ne se retourne pas contre le gouvernement ; mais, à la limite, ça n'est plus trop grave puisque les effets prévisibles — sur le plan de l'inflation en particulier — ne seront connus qu'après le 19 mars. Nous sommes entrés dans la période où l'on peut tout se permettre.

Il suffirait de comprendre cela pour mettre un terme aux acrobaties dialectiques auxquelles on s'est livré, à gauche, à propos de la déclaration de Giscard selon laquelle la Constitution ne permettait pas d'empêcher l'application du Programme commun. Cette fameuse phrase, d'une modestie inaccoutumée, doit être lue non pas côté creux (ce qu'il ne fera pas), mais côté bosses (tout ce que, a contrario, il pourra faire). Vu de ce côté, c'est parfaitement clair. Il s'agit de permettre le commencement de l'« expérience de gauche » sur un terrain économique miné à l'avance, d'attendre que ça commence à sauter et d'intervenir à ce moment là. D'abord chef d'une bourgeoisie qui fait semblant de jouer le jeu avec un scepticisme de bon aloi, tout en encourageant le sabotage par derrière. Ensuite seulement Président doté de prérogatives pour sauver « la France » du désastre.

Dans ce dispositif les éléments monétaires jouent un rôle essentiel. *Dès aujourd'hui le patronat dispose d'une masse de manœuvre très supérieure à ce qui suffirait à dérégler le fonctionnement du système.* Il suffit de considérer l'importance des capitaux d'origine française qui se baladent actuellement sur les principales places européennes. Mais, pour que ça marche, il faut que soient réalisées deux conditions :

— que la gauche accepte le libre jeu des mécanismes internationaux, se refuse à pénaliser lourdement le capital spéculatif qui a fui à l'étranger, et tarde à nationaliser l'intégralité du système bancaire et nationalisé ;

— qu'aucun moyen de contrôle ne puisse s'exercer sur les mouvements effectués entre la France et l'étranger. Et cela ne dépend pas du zèle des douaniers pour ouvrir les coffres des voitures pour y découvrir d'hypothétiques lingots d'or ou liasses de billets. On ne va pas vivre un film de Lautner à grande échelle.

C'est l'affaire de l'ensemble des travailleurs décidés à s'assurer de réelles conquêtes et à les protéger. Les travailleurs du secteur bancaire, bien sûr. Mais aussi les travailleurs de toutes les entreprises, celles-ci pouvant faire jouer leur réseau international en dehors du système bancaire français : un télex avec un correspondant étranger suffit. Publicité des comptes bancaires, ouverture des livres de comptes, contrôle des opérations avec l'extérieur.

Voilà bien le vrai problème de « portefeuilles » dont il est utile de parler aujourd'hui aux travailleurs. ■

A quoi sert le Parlement ? 1976-1977 : l'enlisement

La crise économique et la grogne gaulliste ont réduit à néant les velléités réformatrices de Giscard

A la période d'euphorie — 1974, 1975 (1) —, succède bientôt le piétinement. Jusque-là Giscard avait cru pouvoir, à coups de lois récupératrices, élargir la base sociale de son régime. Mais, dès 1976, les velléités réfor-

moins des querelles de personnes — évidentes surtout à partir de l'automne 76, lorsque Chirac quitte le gouvernement — que de profonds désaccords sur la stratégie à mener, entre gaullistes d'une part, républi-



Chirac et Lecanuet
« Deux stratégies différentes »

matrices de l'Elysée se voient contrecarrées à la fois par la crise économique et la grogne des députés gaullistes : l'une et l'autre réduisent singulièrement sa marge de manœuvre.

Premier échec parlementaire de VGE : la loi du 30 décembre 1975 qui devait abaisser la limite d'âge des fonctionnaires de 70 à 65 ans. Une « question préalable » — signifiant qu'il n'y a pas lieu de discuter du texte — oblige le président à transiger à 68 ans. Dès lors, les escarmouches ne vont plus cesser entre Giscard et sa majorité à prédominance gaulliste. Elles traduisent

cains indépendants et centristes d'autre part.

Bien que fort timide, le projet de loi sur l'imposition des plus-values, tendant à réformer la fiscalité dans un sens moins injuste, est d'abord vidé de l'essentiel de son contenu. Puis, la majorité parlementaire obtient le report de l'entrée en vigueur du texte (loi du 19 juillet 76) jusqu'au lendemain des législatives... D'autres initiatives « bien intentionnées » n'ont pas connu un sort meilleur. Par exemple, la taxe professionnelle instituée en 1975 a dû être aménagée à deux reprises ; les cotisations à la charge des entreprises étant transférées à

chaque fois, en 76 et 77, pour 1,5 à 2 milliards d'impôts, sur l'ensemble des contribuables.

En dépit de la grogne des représentants RPR de la bourgeoisie nationale, les couches les plus liées aux groupes multinationaux ont néanmoins réussi à faire adopter les textes réduisant l'indépendance de décision de la France : élection du Parlement européen au suffrage universel (loi du 30 juin 77), adhésion de la France à l'accord constitutif de la banque inter-américaine de développement, dont la ratification était en suspens depuis... 1959 (loi du 24 décembre 76), et renforcement des organes du Marché commun (loi du 24 décembre 76).

Réformes avortées

En revanche, les contradictions de la classe au pouvoir ont rendues impossibles toutes réformes de structures. Le rapport Sudreau, élaboré en 1975, devait introduire dans l'entreprise une certaine collaboration de classe qui est l'objectif lointain du pouvoir. Devant l'hostilité du patronat traditionnel, le projet est resté dans les tiroirs. Seules, quelques modestes mesures sont passées : lois sur l'établissement d'un bilan social dans les entreprises de plus de 300 salariés (12 juillet 77), et sur le développement de la concertation avec le personnel d'encadrement (2 janvier 78).

Avorté également le projet de réforme des collectivités locales. La refonte de la fiscalité, et en particulier la création de la taxe professionnelle, n'a permis ni de fournir aux communes de nouvelles ressources ni de lever la tutelle financière qui pèse sur elles. Quant aux rapports élaborés par Peyrefitte, puis Guichard, qui prétendaient ouvrir la voie à la décentralisation, ils n'ont débouché que sur une enquête nationale auprès des maires...

Recettes classiques

Peu à peu, le régime en revient aux recettes les plus classiques de l'autoritarisme. C'est d'abord la création de sièges « surs » de députés dans les territoires d'outre-mer, en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie (loi organique du 8 décembre 77), pour compenser les conséquences fâcheuses de l'indépendance concédée aux Comores et à Djibouti. Et surtout, la possibilité pour les Français de l'étranger de s'inscrire comme électeurs dans n'importe quelle circonscription « métropolitaine » (loi du 19 juillet 77) : ce qui peut modifier les résultats dans une cinquantaine de cas aux prochaines législatives.

Après avoir essayé de se concilier les syndicats de fonctionnaires, le pouvoir finit par recourir à une politique d'austérité qui lui aliène ses meilleurs soutiens : même FO et la CFTC, qui avaient signé l'accord salarial de 1976 (alors que la CGC y avait renoncé !), sont obligées de s'abstenir en 1977. Faute de réduire les fissures dans l'appareil d'Etat, le régime se durcit : recrutement sur titres de magistrats et d'inspec-

teurs du travail, en dehors des règles normales de concours ; répression des nouvelles formes de grève (loi du 22 juillet 77 sur le « service fait », en réponse à la grève « du 25^e élève » décidée par les enseignants).

Pour tenter de conserver le pouvoir, le gouvernement fait flèche de tout bois. Il concède aux rapatriés ce qu'il leur avait jusque là refusé (4^e loi d'indemnisation du 2 janvier 78). Il flatte à nouveau les milieux les plus conservateurs (mais la loi Guermeur subventionnant l'enseignement privé est annulée par le Conseil constitutionnel). Il accorde de nouveaux avantages fiscaux aux titulaires de revenus non salariaux. Par exemple, la loi de finances de 1977 qui majore l'abattement sur les revenus d'actions ou d'obligations, ou celle de 1978 qui fait bénéficier les commerçants et les artisans adhérents à un centre de gestion agréé de l'abattement de 20 % jusque là réservé aux salariés.

L'impasse

La législature 1973-1978 s'achève donc comme s'était achevée sa devancière : dans l'impasse. L'entrée des centristes dans la coalition majoritaire à partir d'avril 1974 a pu donner pendant quelques mois l'illusion d'une ouverture du régime, mais au fil des semaines le brouillard s'est dissipé... Or le pouvoir ne peut surmonter la crise, c'est-à-dire la mettre à profit pour reconstituer sur de nouvelles bases sa domination, que s'il réussit dans le même temps à élargir son assise de classe. Dans la conjoncture actuelle, seule une gestion de type social-démocrate permettrait de préserver les intérêts à long terme de la bourgeoisie, au prix d'un certain nombre de concessions sociales. C'est l'objet des dissensions actuelles dans la majorité : à la stratégie chiraquienne qui propose de maintenir l'alliance existant depuis 1958 entre la bourgeoisie industrielle et les couches archaïques du capital, Giscard oppose une stratégie d'alliance entre la bourgeoisie financière et les couches techniques salariées, particulièrement représentées au sein du Parti socialiste.

Si l'on admet que la social-démocratie constitue l'unique chance de sauver le capitalisme en France, on comprend mieux que Jimmy Carter estime « bénéfique » le rôle politique joué par François Mitterrand au sein de la société française.

Michel SYLVAIN ■

(1) Voir TS de la semaine dernière : « A quoi sert le Parlement ? 1974-1975 : l'offensive giscardienne »

ERRATUM

Dans notre article « A quoi sert le Parlement ? » (TS n° 772, p. 11, 3^e colonne), il fallait lire : « les contrats salariaux signés par les syndicats « responsables » (FO, CGC, CFTC) permettent de canaliser les revendications... » Et non, comme nous l'avons imprimé par erreur : « les syndicats « responsables » (FO, CGT, CFDT)... »



Mars 78 : les droits des femmes

Les femmes en annexe, ça suffit

Nous avons proposé que la formule « Droits des femmes » figure parmi les mots d'ordre pour la campagne législative du Front autogestionnaire.

Des droits réels

Or quelques signes nous laissent penser qu'il n'est ni bien compris, ni bien accepté. En particulier le fait que l'expression soit trop souvent mise au singulier. Comme s'il s'agissait d'une bataille purement idéologique à mener sur un droit des femmes situé très haut ou très loin des préoccupations quotidiennes. Alors qu'en fait il s'agit de proposer comme l'un des objectifs politiques du parti et du Front autogestionnaire la défense et la reconnaissance de droits multiples des femmes.

Les lois, les codes ont bien fini par reconnaître ces droits : participation à la vie politique, salaire égal pour travail égal, libre disposition du salaire, droit à la contraception et à l'avortement. Mais ils ne sont pas pour autant appliqués : voilà trente-deux ans que nous avons le bulletin de vote, et il y a neuf femmes à l'Assemblée nationale. Avec ses 35 % de militantes, le PSU est le parti à plus forte représentation féminine ; mais il n'y a que deux femmes sur vingt personnes au bureau national ! Inutile d'insister sur le non respect du principe « à travail égal, salaire égal » : nous connaissons toutes les chiffres sur ce point. Et quand bien même le principe serait respecté, les femmes se trouvent systématiquement surexploitées dans le monde du travail par le jeu des insuffisances de la formation, de la sous-qualification et du non respect des qualifications quand elles existent. Tout cela lié, bien sûr, à l'idée que le travail est toujours un « à côté » dans la vie des femmes, leurs rôles essentiels restant définis comme celui d'épouse, de mère, de ménagère. Nous savons toutes aussi comment les lois sur la contraception et l'avortement sont aujourd'hui insuffisantes et mal appliquées, et combien la liberté des femmes en cette matière est théorique.

Les femmes en annexe, ça suffit...

Bien. On dira donc « droits des femmes »

au pluriel, et on évitera ainsi le langage abstrait sur un pseudo *droit de la femme*. Mais on tombe alors dans un autre travers du discours politique masculin lorsqu'il tente d'intégrer les préoccupations féministes. Travers qui consiste à « ajouter » les droits des femmes au catalogue des revendications de telle ou telle catégorie de travailleurs. D'où le cliché dans le discours politique de gauche et d'extrême gauche : quand on a fini l'énoncé des points essentiels de la stratégie politique, on annonce que l'on défendra aussi tous ceux dont on voit moins clairement la place dans la lutte de classes, et dont on sait pourtant qu'ils constituent des groupes sur-exploités. Ainsi nous retrouvons-nous coincées, dans les phrases des beaux discours, entre les immigrés, les jeunes, les handicapés ou les vieillards, au choix. Et nos faiseurs de textes se félicitent de n'avoir oublié personne, et se tournent vers nous — comme vers toutes ces catégories défavorisées — inquiets,

Le féminisme en 1930

Allégorie sur l'émancipation de la femme



Photo Roger Viollet

quêtant notre approbation pour voir si la place qu'il nous ont ménagée nous convient.

Des changements radicaux pour tous

Eh bien non ! elle ne nous convient pas. Non parce qu'il faudrait parler des femmes plus souvent, ou plus longtemps. Mais parce que ce rejet perpétuel en annexe de ce qui fait l'essentiel du discours politique est lui-même très significatif. Il veut dire que l'on n'a jamais beaucoup pensé à ce que signifierait la reconnaissance effective de ces fameux droits des femmes.

Soit le droit à l'emploi, par exemple. Il suppose, s'il est effectivement reconnu, la création de trois millions d'emplois nouveaux. Il suppose aussi que le travail gratuit assuré jusqu'ici par les femmes soit pris en charge collectivement : par la création des équipements nécessaires (800 000 places de crèches au lieu des 40 000 existantes, par exemple), par la recherche de la qualité dans ce domaine des services collectifs, par le partage effectif des tâches ménagères et d'éducation des enfants qui resteraient à la

charge des couples, des familles ou des communautés. Et pour que ce partage soit réel et que les « usagers » puissent effectivement participer à la vie collective supposée par tous ces équipements nouveaux, il faudrait, bien entendu, reconsidérer la question du temps de travail.

Le travail productif réparti sur un plus grand nombre et le temps de ce travail diminué, la participation à la vie collective prise en charge par un plus grand nombre aussi, tout cela suppose que l'on puisse reconsidérer complètement l'orientation de la production, la définition des objectifs du travail et de la croissance... **Pour faire entrer dans la réalité les droits des femmes on ne peut se contenter de réformes sociales de détail. Ce sont la production, le travail, les formes de vie qui doivent être différentes.** Vouloir les droits des femmes c'est refuser que la famille serve de refuge pour échapper aux agressions de la ville et du travail. Nous n'arriverons jamais à nous caser à l'aise dans un monde où demander de l'emploi pour les femmes est ressenti par les hommes comme une usurpation, où exiger le partage des tâches ménagères est souvent impossible à l'égard de travailleurs épuisés par la course au rendement, où l'on répond toujours en termes de pénurie aux besoins d'équipements collectifs.

Ce qui ne veut pas dire que nous allons attendre sans rien dire, pour réclamer tout

cela, que nos bons camarades militants nous aient conquis le socialisme. Ce qui veut dire, au contraire, que nous sommes les premières intéressées à cette conquête. Mais les premières à nous défier du monde que l'on nous fabrique si nous n'arrivons pas dès maintenant à faire comprendre à nos camarades de lutte que nos droits ne sont pas de petits « à côté » d'une plateforme politique.

Nous n'aurons que ce que nous prendrons

Nous choisissons justement le socialisme autogestionnaire comme perspective de nos luttes de femmes parce que nous pensons qu'il est seul capable de permettre à tous et à toutes les remises en cause fondamentales sur la production, le temps de travail, la hiérarchie, les rôles des uns et des autres dans la société, la sexualité, sans lesquels il est utopique de parler de défense des droits des femmes. Parce que nous savons que le capitalisme a intérêt à nous maintenir à la fois comme main d'œuvre surexploitée, comme travailleuses d'appoint, comme images à faire vendre, et comme ménagères-consommatrices permettant à la cellule familiale de vivre repliée sur elle-même et d'élever les enfants dans le respect de la hiérarchie et de l'ordre établi. Et que nous avons toutes raison de nous méfier aussi d'un type de socialisme qui supprimerait le pouvoir exorbitant de l'argent, mais ne permettrait pas aux intéressés — nous, les femmes, en l'occurrence — de déterminer ce qui leur paraît indispensable dans les changements à introduire dans la vie politique, la production et la vie quotidienne. Le socialisme a été trop souvent pensé par des hommes, ceux qui peuvent prendre en main le pouvoir politique et économique ont bien trop d'ignorance des problèmes que nous voulons poser, et le pouvoir masculin donne bien trop de privilèges pour que nous ne soyons pas hostiles à un changement politique, économique et social que nous ne pourrions pas nous mêmes contrôler.

Oser nous battre pour nous-mêmes...

En bref, si nous nous battons pour le socialisme autogestionnaire c'est que nous nous battons pour nous. Alors, le mot d'ordre « droits des femmes », dans notre plateforme, n'est ni récupérateur, ni secondaire. **Pour les femmes, ce qui est essentiel, c'est leurs luttes : dans leurs formes, dans leurs aspirations ; c'est tout ce dont elles sont porteuses.** Et si nous sommes capables de comprendre que le régime en place rend impossible l'expression de ces droits, si nous sommes donc résolument anticapitalistes, nous ne voulons nous battre qu'avec ceux qui accepteront de reconnaître que la lutte pour les droits des femmes est un objectif fondamental dans le passage au socialisme.

Collectif du
Secteur femmes du PSU ■

Métiers d'hommes
Femme forgeron



De Léon à François, pauvres femmes !

Blum leur refuse le droit de voter. Mitterrand leur demande un effort pour « parvenir à l'âge de raison ». Mais Susan Sontag rappelle qu'il n'y aura pas de libération des femmes sans diminution du pouvoir des hommes.

Il y a un peu plus de quarante ans, en 1936, Léon Blum appelait des femmes à siéger dans le gouvernement de Front Populaire. C'étaient les premières femmes secrétaires d'Etat. Elles allaient occuper des postes créés pour elles : à l'éducation, à la petite enfance et, pour honorer la plus célèbre d'entre elles, Irène Joliot-Curie, à la recherche scientifique. Femmes d'exception et femmes cantonnées dans les problèmes des enfants... Victoire ambiguë, comme presque toutes les victoires que nous avons remportées. Victoire bizarre que cet octroi de postes de ministres par un chef de parti qui refusait, par ailleurs, que les femmes obtiennent le droit de vote, et qui avait écrit : « Les femmes doivent accéder au pouvoir non point par la base, mais par le sommet. »

Politique galante

Refus de l'irruption massive des femmes dans la politique, acceptation flattée de part et d'autre, pour celles qui sont « reconnues », de postes de confiance. Allons-nous en finir un jour ? Qu'un président de la République conservateur appelle quelques femmes de plus au gouvernement pendant que les partis qui le soutiennent écartent la candidature des femmes qui avaient des « chances » d'être élues — Florence d'Harcourt, Nicole Pasquier — nous pensons toutes que c'est normal, ils « conservent » ! Les femmes à la famille et, si c'est à la mode, à la décoration des cabinets ministériels et, si elles ont la cote, à la défense des dossiers difficiles — les hommes, comme toujours, à la conquête du pouvoir. Qu'on nous rejoue depuis 50 ans ce scénario à droite ou au centre, cela ne ferait que nous renforcer dans cette idée qu'il faut en finir avec un pouvoir qui refuse aux femmes des droits élémentaires comme le droit au travail, le droit sur leur propre corps (l'avortement n'est encore ni libre ni gratuit), et qui pratique, à quelques semaines des élections, une sorte de politique galante qui n'est pas bien loin du racolage.

François dérangé par les femmes

Mais que des partis de gauche en vien-

nent à des pratiques bien voisines, cela nous fait un peu plus mal. Voir que le Parti socialiste n'a accordé son investiture qu'à 5,5 % de femmes (25 seulement !), alors que son dernier congrès avait décidé que les femmes devraient être parties prenantes à tous les niveaux de responsabilité au mini-

Pour obtenir le droit de vote
Voiture-propagande de la Ligue d'action féministe.



Photo Roger Vioillet

mum à 15 % (ce qui n'est déjà pas beaucoup), cela donne à réfléchir. Et que dire des propos de François Mitterrand, tenus le 20 novembre devant les femmes du Parti socialiste, propos que *Le Monde* a rapportés et que personne encore n'a démenti ; propos d'un tel mépris à l'égard du mouvement des femmes qu'on a peine à croire que les militantes du PS ne les aient pas attaqués : « peu nombreuses sont les femmes sachant revendiquer utilement... « le féminisme est la préhistoire de l'action féminine »... « vous êtes encore dans le Moyen Age. Maintenant, il faut accélérer les étapes pour parvenir à l'âge de raison. »

A quoi bon commenter ? Sans doute nous avons lu le dossier « Les immigrées de l'intérieur » rédigé par les femmes du PS et le numéro spécial du *Poing et la Rose* de décembre sur « Le Parti socialiste et les droits des femmes ». Il y a peu à dire de ces textes, sur lesquels, je crois, nous serions bien volontiers d'accord, en particulier pour le paragraphe de ce dernier texte qui

s'intitule « Lutte des femmes pour le socialisme autogestionnaire ».

Mais on comprend toute la vanité de certaines propositions quand on lit, en dernière page de ce bulletin, le texte suivant : « Comme dans chaque campagne électorale, les socialistes vont redécouvrir subitement que les femmes occupent une certaine place dans notre société, qu'elles n'en sont pas satisfaites et qu'il peut être utile d'avoir un minimum de réponses à apporter dans les domaines qui les préoccupent. »

Dans l'histoire, pour longtemps

On voit que la redécouverte subite des préoccupations des femmes n'a pas poussé les dirigeantes du PS bien loin... Seulement tout cela s'explique. « Les femmes ne peuvent être libérées, écrivait Susan Sontag dans *Les Temps Modernes* en 1972, sans que le pouvoir des hommes ne diminue. » La recherche de l'égalité est une illusion idéaliste, c'est le pouvoir qu'il faut prendre. D'où la difficulté de la lutte pour nos camarades

femmes du Parti socialiste : pour les candidats au pouvoir que sont tous les députés en puissance du PS et les futurs cadres d'un possible Etat de gauche, les femmes de l'intérieur du parti doivent être bien « dérangeantes ».

Qu'elles se consolent ! Ce n'est pas quelques femmes députés de plus qui changeront les choses, mais la présence collective du mouvement des femmes dans la bataille politique. Or, à cela, nous finirons bien par arriver. Mais cet avènement collectif des femmes dans l'histoire signifiera aussi la fin de certaines formes de pouvoir et de hiérarchie dont nous avons trop souffert... comme un grand ancêtre disait que l'arrivée du politariat au pouvoir en terminerait avec le système des classes... Seulement, comme nous savons que les prévisions du grand ancêtre en question ont été quelque peu déjouées, nous devons sans doute encore veiller longtemps à ne pas laisser confisquer l'acquis de nos luttes par les amateurs de pouvoir en tout genre. ■

Claude Bourdet :

II. — Un Front pour l'écologie, la paix, l'autogestion

Claude Bourdet, candidat du Front autogestionnaire à Villeurbanne, répond aux questions de TS*.

Tribune Socialiste : Tu es, à Villeurbanne, le candidat d'un Front qui regroupe des organisations — en l'occurrence le PSU, le MAN, le MDPL local et de la région lyonnaise, des écologistes... qui ont, avec une problématique autogestionnaire commune, des points de divergence. Comment penses-tu résoudre le problème des éventuelles contradictions internes du Front autogestionnaire ?

Claude BOURDET : Au MDPL, dont je suis le président, nous avons l'habitude de ce genre de problèmes. Si le MAN est entièrement constitué, par définition, de non-violents, le MDPL regroupe à la fois des partisans de la défense nationale armée — dont je suis —, et des partisans de la défense populaire non violente. Les bases de notre accord ?

- Non violents ou partisans de la défense armée, nous savons tous que les révolutions violentes répondent à la violence de l'ordre établi, à la violence incarnée par l'ordre capitaliste. Loin de nous, donc, l'idée de les condamner.

- Si nous avons, entre nous, des désaccords sur les systèmes de défense à mettre en œuvre, nous sommes tous en revanche d'accord sur une nécessité : celle de préserver la paix.

- Enfin, si la guerre par malheur survenait, nous pensons tous que des tactiques, des structures populaires de non coopération avec l'ennemi sont indispensables, partie intégrante d'un plan de défense nationale. A la fois parce qu'il faut donner aux non violents (objecteurs de conscience, etc.) la possibilité d'œuvrer à la défense, et parce que nous savons d'expérience qu'en certaines circonstances les réponses de type non violentes sont, au moins transitoirement, les seules possibles.

TS : « D'expérience » : tu penses notamment à ton expérience de la Résistance ? Comment en es-tu venu des réseaux de la région lyonnaise où tu opéras dans la clandestinité au choix d'un certain non alignement ?

C.B. : A l'origine j'étais ingénieur. Les hasards de la vie ont fait de moi l'assistant du ministre de l'Economie nationale pen-

dant le cabinet de Front populaire. A cette époque, j'ai eu pas mal d'activités, notamment pour l'aide aux réfugiés de la guerre d'Espagne. Entré presque dès le début dans la Résistance dans les Alpes maritimes, je monte très vite à Lyon — d'où un quart de ma famille est originaire —, comme membre du comité directeur du mouvement *Combat* (cela pour dire que, si je suis bien « parachuté » en région lyonnaise, je n'y suis pas tout à fait un étranger. Moins étranger sans doute que ne l'était, par exemple, Charles Hernu à son arrivée). Avec André Plaisantin — un camarade issu de la Jeune République —, je développe alors l'idée d'un système de noyautage des administrations publiques : ce fut un instrument assez efficace de la Résistance à partir de 1942, un exemple de cette « non collaboration » active que j'évoquais tout à l'heure. Membre du CNR (Conseil National de la Résistance) en 1943 pour *Combat*, je suis arrêté par la Gestapo début 1944. Déporté en Allemagne à Sachsenhausen et Buchen-

wald, je suis plus tard désigné au titre de la Résistance et de la déportation à l'Assemblée consultative dont je devins le vice-président. Directeur général de la radio puis directeur du journal *Combat* jusqu'en 1950, je fonde avec quelques camarades l'*Observateur* qui devient *France-Observateur*. Je participe à la lutte contre la guerre d'Algérie.

Deux axes marquent alors notre engagement politique : la lutte contre le colonialisme — la guerre du Viêt-nam, celle d'Algérie ; le lancement de l'idée de l'indépendance vis-à-vis des blocs, de non alignement, de neutralisme actif... Des idées qui ont fait leur chemin.

TS : Tu milites alors dans et pour la gauche mais avec une position critique...

C.B. : Oui. Critique vis-à-vis du PS en raison de ses alliances avec la bourgeoisie, avec la droite. Et critique vis-à-vis du PCF en raison de sa nature bureaucratique et de sa trop grande obédience à Moscou... Ces critiques alors indignaient. Aujourd'hui, ces mêmes critiques sont écoutées. Y compris par ceux qui en font l'objet : le PCF prend ses distances à l'égard de Moscou, le PS est revenu de son anti-communisme... Ai-je contribué, dans la mesure de mes moyens, à favoriser cette évolution d'ensemble de la gauche ? Je l'espère.

TS : Cette volonté de peser dans l'évolution interne des grands partis de gauche te paraît toujours valable ?

C.B. : Elle est un des aspects de la stratégie d'unité populaire du PSU. Mais elle remonte à loin : un des mérites de notre activité, dans les années 50, a été le lancement de l'idée d'une « nouvelle gauche », qui s'est matérialisée dans le Centre d'action des gauches indépendantes et a été à l'origine de la création de la Nouvelle

A gauche sur notre photo : Claude Bourdet :
« Un choix : la cause de la paix. »



Photo DR

gauche, puis de l'Union de la gauche socialiste, enfin du PSU. Toutes ces formations successives, auxquelles j'ai participé, ont montré qu'une formation, même modeste, pouvait non seulement collaborer avec les grands partis sans être absorbées par ceux-ci, mais aussi constituer une espèce de « *rappel à l'ordre* » permanent pour ces partis en offrant constamment une alternative à ceux qui, dans ces grands partis, sont en désaccord avec la ligne de leur organisation. Si, aujourd'hui, l'idée d'autogestion, née dans nos rangs, est reprise par les grandes formations, n'est-ce pas significatif — même si les contenus qu'on lui donne varient sensiblement ?

TS : Dans la circonscription de Villeurbanne où tu es candidat, tu seras, si je ne me trompe, le seul candidat écologique. Sur quels aspects de la lutte écologique entends-tu mettre l'accent ?

C.B. : Il y a l'aspect antinucléaire — qu'il s'agisse du nucléaire civil ou du nucléaire militaire. Il est essentiel : nous en reparlons.

Mais il y a aussi, souvent oublié, un aspect de la pollution au sens large : celui de l'altération du mode, du cadre et des conditions de vie. On ne peut le résoudre par des mesures purement écologiques. Le problème urbain, celui du logement, celui de la circulation, montrent bien le danger qu'il y a à ne pas lier combat écologique et combat anticapitaliste.

Certes, il ne suffit pas d'être anticapitaliste pour ne pas être pollueur. Mais alors qu'un système soumis à la loi du profit ne peut sérieusement prendre en charge les problèmes de lutte contre la pollution (ne serait-ce que parce que les firmes qui accepteraient de faire un effort dans ce domaine se trouveraient désavantagées par rapport à celles qui l'ignorent, la concurrence est le handicap majeur), la logique du socialisme va dans le même sens que la logique écologique.

On le voit dans le domaine du cadre de vie : pendant douze ans, comme conseiller municipal de Paris, j'ai été de ceux qui ont mené une lutte acharnée contre l'énorme spéculation foncière qu'organisait, avec l'aide de Pompidou, le groupe financier Paribas dans le secteur *Italie*. j'ai, le premier, lancé l'idée de la municipalisation des sols : le premier dénoncé le scandale de la Villette : plus généralement, j'ai non pas seulement dénoncé, mais fait ce qui était à la mesure des moyens qui m'étaient accordés pour enrayer les mécanismes qui chassaient les travailleurs vers les banlieues lointaines, congestionnant les abords des gares, poussaient au gigantisme urbain. Ces idées, ces luttes, j'ai l'intention de les mener à Villeurbanne comme je les ai menées à Paris. Sans doute comptent-elles, du point de vue de la vie quotidienne des Français, au moins autant que certains problèmes de nuisances de fumées d'usines que le capitalisme peut, à la rigueur, accepter de réduire un peu dans les limites étroites qu'autorise le jeu de la concurrence.

Propos recueillis par
Claude DESLHIAT ■

* Voir TS n° 772, « I. Du Front Populaire au Front autogestionnaire ».



Ecologie : le réveil

Nombre d'écologistes refusent les manœuvres d'état-major et rejoignent le Front autogestionnaire

Premier prix de l'accord laborieusement élaboré entre Ecologie 78 et SOS-environnement : les écologues garantis sans colorant ou additifs ne présenteront finalement que 160 candidats pour toute la France. Les manœuvres



vres politicardes de SOS-environnement et le grand silence des « non-responsables » d'Ecologie 78 depuis trois mois qu'il y a tant de choses à dire pour interpeller les partis qui s'enlisent dans leurs marécages, ont fait fondre les enthousiasmes et fuir de nombreux groupes : on est désormais loin du grand rassemblement espéré au cours de l'été 1977 ou même des 230 candidatures que les deux regroupements annonçaient à l'automne.

Ceux qui manquent à l'appel d'Ecologie 78 se sont soit retirés de la bataille ou bien ont rejoint ceux qui voulaient, à la base, maintenir la cohésion avec les composantes du Front autogestionnaire, en particulier avec le PSU. Dans le Nord, à Grenoble, à Nîmes, à Grasse, dans le Puy-de-Dôme, au Havre, dans le Morvan, le Val-de-Marne, le Lot, l'Ain, le Vaucluse, l'Hérault et ailleurs, les écologistes ont préservé l'unité avec leurs compagnons de combat et de manifestation. Une union à la base que quelques jusqu'aboutistes d'Ecologie 78, s'appuyant sur les notables de SOS-environnement et du Parti féministe, ont refusé avec une énergie qui ressemble parfois à celle du désespoir. De nombreux écologistes, en faisant le choix de ne pas suivre Ecologie 78 ou simplement en concluant des accords sans se soucier des exclusives — y compris à Paris et dans la banlieue —, ont rappelé que le droit à la différence, le refus des

interdictions étaient la base de la démarche écologique.

Car il est bien évident que la majorité des militants qui sont à Ecologie 78 sont en plein accord écologique avec ceux qui n'y sont pas ou n'y sont plus. Ni les uns ni les autres n'ont la propriété de l'écologie. Les divergences elles ne se situent même pas au niveau du refus d'un accord national en Ecologie 78 et le Front autogestionnaire : la démarche du cartel écologique sur ce point est logique. Mais les problèmes surgissent quand on s'interroge sur le refus réitéré de laisser la base se débrouiller.

Ou plus exactement, à ce stade, les dernières semaines l'ont prouvé, tout s'éclaircit : il s'agissait tout simplement de donner des gages à l'écocentrisme et à SOS-environnement, il s'agissait d'écarter ou de faire fuir un maximum de groupes Amis de la Terre soupçonnés — quelle horreur ! — de pencher vers la gauche et de parler autant de socialisme et d'autogestion que d'écologie. Cela, les apolitiques mal reconvertis, ne le supportent pas : cela, les

« cadres de l'environnement » précipitamment regroupés en avril 1977 se sont donnés pour tâche de le combattre. Et avec des arrières pensées, voire des moyens qui sont rarement innocents.

A sa conférence de presse de SOS-environnement, le 28 janvier, conférence au cours de laquelle (comme un... futur parti) SOS a annoncé un grand nombre de candidats désignés à l'insu des comités de quartier pour mieux « négocier » le lendemain, on a vu refluer un langage anti-gauche, un vocabulaire anti-jeunes que l'on croyait réservés à d'autres. Les discussions au sein des comités de quartier s'étaient transformés, dans la bouche du porte parole de SOS, en « tribunaux populaires »...

Et ce qui a suivi était déshonorant pour les écologistes, au point qu'après l'ultime conférence de presse du 1^{er} février, nombre d'entre eux ne cachaient pas leur écoœurement tandis que les Amis de la Terre, après en avoir débattu dans leur assemblée générale de la semaine précédente, annonçaient qu'ils feraient tout pour combattre ce « syndicat de candidats » venu récupérer une force militante pour en faire un groupe de pression réformiste.

C.-M. VADROT ■

• Au moment où nous mettons sous presse, nous apprenons que les militants de Paris-écologie, lassés par les marchandages d'état-major de SOS-environnement s'apprêtent à rompre avec cette dernière organisation.

PTT : sac à terre

Le licenciement d'un jeune « vacataire », au centre de tri de Créteil, relance le mouvement des postiers.

Ils sont 7 000. On les rencontre surtout dans les centres de tri postaux. Ils ont des contrats de trois, six ou neuf mois : pour un salaire mensuel de 1 300 F, ils travaillent 120 heures.

Ils ? Ce sont les « vacataires » des PTT. Ces jeunes, taillables et corvéables à merci, ont par ailleurs la vertu insigne, aux yeux de Raymond Barre, de faire baisser magiquement le taux de chômage jusqu'au 1^{er} avril.

L'un d'entre eux, François Llamas, n'avait pas particulièrement l'intention de se faire remarquer ; encore moins de monter au « casse-pipe », pour l'exemple... Le sort,

François Llamas, le vacataire licencié :
« Pour vingt minutes de pause... »



et sa condition de surexploité, en ont décidé autrement.

Il faut savoir, d'abord, que les titulaires et les auxiliaires, dans les centres de tri, ont droit à des pauses de 30 minutes au cours de leur travail — mais non les vacataires. A Créteil, pour leur obtenir les mêmes avantages, une action est menée avec les sections CGT et CFDT. Le chef de centre finit par céder : pas 30, mais 20 minutes pour les vacataires, histoire de garder la face et le sens de la hiérarchie...

A peine cette petite victoire remportée, un cadre ordonne à François Llamas de décharger un camion. Celui-ci refuse et prend « ses » 20 minutes. A son retour, le « petit chef » lui dresse procès-verbal et une altercation se produit. L'administration exploite aussitôt ce fait mineur et le licencie.

Alors les sections syndicales, avec l'appui de la majorité des travailleurs, décident de « maintenir » le vacataire à son poste. Pendant plus de dix mois, Llamas « pointe » sous bonne escorte, trie et travaille, « comme avant ». L'administration finit par saisir la justice. Une délégation de masse forte de 400 personnes se rend à la direction départementale des PTT, y demeure jusqu'à une heure du matin. La police intervient, les fait sortir, mais les travailleurs décident d'occuper le centre de tri.

Le chantage

Bientôt, l'administration fait courir le bruit que des paquets urgents, indispensables à l'hôpital anticancéreux de Villejuif, sont paralysés au centre de Créteil. Quelques journaux s'en font l'écho complaisamment.

En réalité, des contacts ont été pris avec l'hôpital de Villejuif par les sections locales, les syndicats CFDT et CGT ainsi que par les deux fédérations. Le centre anticancéreux a indiqué que rien d'urgent ne transitait par le centre de tri, mais qu'il souhaitait avoir les paquets qui lui était destiné. Un accord est intervenu, les grévistes ont trié les paquets pour tous les établissements médicaux du département, le jeudi 2 février à 20 h. Ils ont prévenu les responsables des PTT qui ont refusé de les faire distribuer. En même temps ils mettaient en place un centre de tri

parallèle et privé à Rungis ! La police est intervenue le 3 au matin à 6 h 45. Une voiture du centre anticancéreux qui venait prendre livraison de ses paquets s'est fait proprement refouler. Le sabotage du service public a, en fait, été organisé délibérément par l'encadrement supérieur des PTT.

L'extension du conflit

C'est à partir de ce moment que la grève s'est déclenchée dans les centres de tri de la région parisienne, puis dans quelques bureaux de poste. En province, quelques centres ont suivi : Saint-Etienne, puis Clermont. Ensuite : Lyon, Montpellier, Nancy, Bordeaux, Nantes. Par contre, l'action ne s'est pas déclenchée dans les télécommunications, sauf dans quelques centres de Paris et de Marseille.

Le lundi 6, une manifestation de soutien a rassemblé près de 10 000 travailleurs devant le ministère. A propos de la situation des vacations, ce sont toutes les revendications de la grande grève des PTT d'octobre et novembre 1974 qui ressurgissent avec plus de force — notamment : sur les pauses, la création de 50 000 emplois de titulaires, les augmentations avec priorité aux bas salaires, la semaine de 35 heures. CGT et CFDT appellent à l'extension du conflit.

Yves SPARFEL ■

BP 5000 : Publicité abusive

Le gouvernement ne « mégote » pas pour financer le lancement publicitaire des Boîtes Postales 5 000 : 600 millions de francs. C'est le prix de la lutte syndicale menée sur le cadre de vie par trois organisations nationales de consommateurs(1) qui refusent ce gadget, et les commissions de conciliation mises en place par Christiane Scrivener.

Les Boîtes Postales 5 000, où chacun est sensé de s'adresser en cas d'ennui pratique, sont une entravé au développement des organisations de consommateurs. En effet, elles appellent les personnes isolées à rechercher une réponse individuelle. Or, c'est dans le cadre d'une action collective et syndicale de classe que les problèmes sont efficacement étudiés et résolus. Quant aux commissions de conciliation, véritable justice parallèle, elles peuvent être heureusement remplacées, en conformité avec la justice légale, par l'instauration d'un système semblable à ce qui existe en matière de prud'homme.

En vérité cette opération publicitaire (comme le dixième anniversaire de l'Institut National de Consommation a pour objectif la récupération des votes des « consommateurs » en faveur de la majorité giscardienne. Nous ne serons pas les victimes de ce marché de « dupes ».

Michel LENTZ ■

(1) ● La Fédération syndicale du cadre de vie (CSCV), 28, Bd de Sébastopol 75004 Paris
● La Confédération syndicale des familles (CSF), 54, Bd Garibaldi 75015 Paris
● L'Union fédérale des consommateurs (UFC), 7, rue Léonce Raynaud 75016 Paris.



Photo D. Mailliac

Edmond Maire : « On ne fera pas le socialisme avec une moitié de l'humanité ».

« Travail des femmes et action syndicale », tel était le thème de la conférence nationale des travailleuses organisée par la CFDT les 1^{er} et 2 février. Nous reproduisons quelques extraits de l'allocution finale d'Edmond Maire.

La situation de subordination et de surexploitation des femmes dans notre société, la violence quotidienne qu'elles y subissent, sont intolérables. Les rapports préparatoires à cette conférence [...] exposent un certain nombre de tentatives, encore timides, de pratique syndicale orientée vers le dépassement de nos insuffisances collectives.

C'est bien là le but de notre conférence : aider les militants à passer de la conviction individuelle à une pratique de masse, aider la CFDT à passer du discours aux actes. Pour cela, il nous faut mettre en lumière les problèmes auxquels nous devons nous affronter dès maintenant, préciser les objectifs à atteindre, dégager des pistes pour une pratique syndicale efficace, inciter chaque organisation confédérée à définir une politique adaptée et à la contrôler régulièrement.

Puisque nous constatons un tel décalage entre notre pratique syndicale et notre projet, il nous faut d'abord nous interroger sur les blocages que nous rencontrons et qu'il nous faut surmonter. Car enfin, pourquoi les militants et les militantes, même quand ils sont conscients de l'oppression spécifique des femmes dans la société et dans l'entreprise, même quand ils reconnaissent l'hégémonie masculine dans les rapports de pouvoir, y compris dans la CFDT, en tirent si peu de conclusions pratiques pour leur action concrète ?

Tout indique que la prise de conscience de la discrimination hommes-femmes, de la division inégale des tâches dans la société, ne provoque pas spontanément une mise à l'action mais plutôt une inquiétude, souvent

paralysante, devant les conséquences qui résulteraient d'une mise en cause d'une situation millénaire, largement intériorisée par les uns et les autres.

Les comportements rétrogrades recouvrent bien des aspects de la condition féminine. Cependant, il est clair que pour des syndicalistes, l'aspect sans doute le plus pernicieux, c'est la notion selon laquelle le travail des femmes procure un salaire d'appoint, c'est la théorie selon laquelle les femmes — toutes les femmes, parce que femmes —, auraient le libre choix entre travail et non travail...

Dès aujourd'hui, lorsque les militants permettent aux travailleuses de s'exprimer, ils se rendent compte combien du fait de leur double tâche dans la société, elles font un lien privilégié et constant entre l'entreprise et la cité, les conditions de travail et les conditions de vie, les revendications professionnelles et les objectifs de changement de la société. Quel enrichissement pour nos revendications et pour notre action si nous intégrons cet apport !

De même, les travailleuses peuvent enrichir notre action pour le socialisme autogestionnaire de bien d'autres façons. Faisons-les s'exprimer par exemple sur la conception qu'elles ont du pouvoir dans l'entreprise et la société. Car enfin elles sont bien placées pour savoir ce que c'est que la répression patronale et l'oppression sexuelle des hommes dans la société, des petits chefs dans l'usine. Subissant à la fois le pouvoir patronal hiérarchique et la domination masculine, les femmes qui prennent conscience de leur subordination spécifique ont le plus souvent une exigence plus profonde,

plus riche que la nôtre de ce que devraient être des rapports de pouvoir égalitaires, des rapports sociaux désaliénés. [...]

C'est la condition féminine qui définit d'abord leur situation dans le monde du travail. Non seulement, il n'y a pas lieu d'en tirer la conclusion qu'il faut mener une action autonome des femmes, ou pour les femmes, mais notre responsabilité — qui reste largement à assumer —, est d'intégrer tous les apports des travailleuses, des adhérentes et des militantes, dans un projet commun, dans une politique d'action unique et unitaire qui soude hommes et femmes dans la lutte pour l'égalité des droits et le progrès pour tous.

D'abord, il nous faut procéder, à tous les niveaux de l'organisation, à une analyse mixte de tous les domaines de la condition salariale. Dans ce domaine, l'ennemi numéro un, c'est la moyenne, cette moyenne qui plaît aux hommes car elle fait apparaître leur situation pire qu'elle ne l'est en réalité, cette moyenne qui masque la situation dévalorisée des femmes. Combien en avons-nous encore de ces revendications dites unifiantes et qui effacent toute notion de discrimination ? Combien de sources de recrutement féminin négligées ? Combien de situations de travail regroupant une forte majorité de femmes analysées de façon asexuée ? Nos tracts, nos textes doivent distinguer le masculin du féminin quand nous faisons le constat des salaires, du chômage, des qualifications, de la formation professionnelle, du travail au rendement mais aussi du nombre de syndiqués, de la présence aux réunions, de la composition des organismes directeurs.

Faire une analyse mixte, ce n'est pas seulement distinguer le spécifique féminin et le spécifique masculin dans la situation que l'on examine, c'est aussi jeter un regard mixte sur cette situation, c'est donc rendre mixtes les groupes, les collectifs militants qui se mettent au travail. Un homme, quelle que soit sa bonne volonté, aura toujours tendance à gommer tel aspect des discriminations femmes-hommes ou à minimiser son importance. Procéder à une analyse mixte, ce n'est certes pas se contenter d'un constat mais c'est en faire surgir des revendications qui répondent à la situation ainsi mise à nu. [...]

Retrempions-nous dans les conclusions que nous avons déjà tirées de notre pratique passée et que Jeannette Laot a su traduire avec chaleur dans son livre.

- On ne fera pas le socialisme avec une moitié de l'humanité dominée par l'autre ;
- Sans une lutte intense dès aujourd'hui contre les causes de la subordination des femmes, nous retrouverons les discriminations d'aujourd'hui dans la société socialiste de demain ;
- Les hommes en combattant ces discriminations ne se battent pas d'abord pour les femmes mais pour eux-mêmes, contre leur aliénation, pour la qualité des rapports sociaux dans la société à construire ;
- Si l'on veut juger de l'avancée vers notre projet, la situation des rapports hommes/femmes est un critère-clé (1).

(1) NDLR : nous reviendrons prochainement dans TS sur les travaux de la conférence.

Les déserts scolaires

« Naturelles », les fermetures d'école dans les zones rurales défavorisées ? Dans les villages, aujourd'hui, on ne croit plus à leur fatalité.

1962-1976 : 8 863 écoles rurales à classe unique fermées en France. Dans la Drôme par exemple, en 1975, plus d'une commune sur trois dans les campagnes ne peut plus offrir aux enfants une scolarisation sur place. Conséquences concrètes de ces fermetures : la mort des villages s'accélère, la désertification touche des zones entières, les



distances parcourues 3 à 4 fois par jour par les enfants s'allongent.

Une dizaine d'enseignants et d'agriculteurs de la région grenobloise ont fait un travail d'enquête et d'analyse, sur le terrain. Ils nous donnent le résultat de leur enquête et de leur réflexion dans un livre qui devrait intéresser aussi bien citadins que ruraux (1).

Eh ! oui, les ruraux s'organisent pour défendre leur école, faire fonctionner une classe sauvage parce que leur école a été fermée... L'intérêt premier du livre, c'est qu'il donne la parole aux ruraux, parents et élus locaux, instituteurs qui disent ce que représente, pour eux, l'école du village et ce qu'entraîne sa fermeture. « On est soutenu par tout le monde, on tient le coup, on se battra jusqu'au bout. On ne se bat pas rien que pour nous, parents d'élèves : au village

l'école est indispensable à tout le monde », déclare un habitant de Sievoz, petit village du Dauphiné à 35 km de Grenoble, où toute la population, refusant la fermeture de leur école en septembre 1976, a mis sur place une classe sauvage qu'ils ont financée grâce à un très large soutien durant toute l'année scolaire 76-77.

Au fil des pages, on « participe » aux luttes qui nous sont racontées tour à tour par les habitants de Siévoz (Isère), de Miribel-Lanchâtre (Isère), de Truinas (Drôme), du Larzac, d'Aragné (Pyrénées Atlantiques), d'Aubas (Dordogne). Autant d'exemples précis qui montrent la volonté des paysans et des ruraux en général d'« apprendre et de vivre au pays ».

Il y a encore une dizaine d'années, les ruraux acceptaient comme un fait « naturel », inévitable, les fermetures d'école. Mais toutes ces luttes (la dernière en date : à Verges, dans le Jura, dont la presse s'est fait

	Elèves de 6 ^e en 1972-73			Elèves de 6 ^e en 1962-63			
	Lycée	CEG	Total	Section de type lycée	Section de type CEG	Section de transition	Total
Enfants de cadre supérieurs	80	20	100	76	23	1	100
Enfants de cultivateurs	42	58	100	27	56	17	100
Enfants de salariés agric.	34	66	100	19	52	29	100
				Enfants de cadres sup. et de prof. libérales			
				Enfants de cultivateurs			
				Enfants de salariés agric.			

(Sources : enquêtes de l'INED et du Ministère de l'Éducation).

largement l'écho) pour maintenir l'école au village montrent que les mentalités ont changé. Les habitants des villages ne sont plus prêts à accepter cette prétendue fatalité de l'exode rural et des « regroupements pédagogiques ».

Inégalité des enfants de paysans face à l'école

L'inégalité devant l'école est un fait maintenant connu. Mais à cette sélection sociale s'ajoute la sélection géographique qui défavorise encore plus les enfants des campagnes. C'est ce qui ressort très nettement des enquêtes et des données dégagées par le Collectif « Ecole-Formation » de

Grenoble. Tout au long de la scolarité obligatoire, s'accumule les obstacles :

- jusqu'à 6 ans : insuffisance des maternelles en milieu rural encore plus accentuée qu'en milieu urbain. 26,1 % seulement des communes rurales de la région Rhône-Alpes disposent d'une école maternelle, ce qui en réserve l'accès à seulement 49,8 % de la population des communes rurales. Au contraire 81,9 % des communes urbaines de la région disposent d'une école maternelle, représentant près de 98 % de la population des communes urbaines.

- au niveau élémentaire : multiplication des fermetures d'écoles. On pourrait découvrir le relief de la région Rhône-Alpes (mais c'est vrai aussi pour le Massif central, le Sud-Ouest de la France)... en observant une carte des communes sans école : celles-ci forment de vastes taches noires correspondant aux zones montagneuses.

- au niveau secondaire : conditions moins bonnes de scolarisation qu'en ville, aboutissant à un passage dans le deuxième cycle plus difficile et à une entrée dans la vie active plus précoce que la moyenne nationale. Le tableau suivant est éloquent.

Mais il serait trop long de résumer ce livre qui est le premier à nous livrer une vue générale de cette sous-scolarisation des campagnes. On peut y trouver des chiffres, des témoignages vivants, ainsi qu'une analyse de la politique gouvernementale, des textes et circulaires concernant les conditions et seuils de fermetures d'écoles, de regroupements pédagogiques.

La conclusion du Collectif ? « Une véritable égalité entre citadins et ruraux suppose d'abord que ces derniers puissent réellement choisir de vivre et travailler au pays, et qu'ils fassent reconnaître leur mode de vie comme une véritable alternative à la vie à la ville. Il ne s'agit pas de recréer ou de maintenir telles quelles des structures et des formes de vie héritées du passé, mais d'inventer une

nouvelle forme de vie plus solidaire et plus collective, que les ruraux doivent définir eux-mêmes. Ainsi c'est dans une transformation du rapport ville-campagne que doivent s'inscrire les solutions à trouver aux problèmes de la scolarisation et de la vie en zone rurale... »

Jo BRIANT ■

(1) Collectif Ecole-Formation de Grenoble : « Les écoles rurales : quel avenir ? », édition La Pensée sauvage, diffusion Fédérop (Lyon), 176 pages, 28 F en librairie.

N.B. Ceux qui ne trouveraient pas ce livre en librairie (il est inégalement diffusé) ou qui voudraient entrer en contact avec le collectif de rédaction peuvent écrire à Jo Briant - 26, rue Irvoy - 38000 Grenoble ou à Thérèse Cousin, 4 place L. Terray - 38100 Grenoble, tél. : 09 15 17. Coût du livre frais d'envoi compris : 30 F.



Ecole Vitruve : l'utopie réaliste

Une école où l'on prend son pied ? Monsieur de la Malène ne saurait tolérer...

« Même si nous fonctionnons sur des méthodes opposées à celle de l'école traditionnelle, notre école n'est ni « parallèle » ni « sauvage ». Elle n'est pas même « école expérimentale ». Nous voulons seulement « faire autre chose » qui permettra de réduire l'échec scolaire très important de la majorité des enfants qui fréquentent notre école. »

Ainsi s'exprime l'un des animateurs de l'école Vitruve, située dans le 20^e arrondissement de Paris, dans l'un des derniers quartiers populaires de la capitale : 200 enfants ; parmi eux, près de 30 % d'immigrés, en majorité Maghrébins mais aussi Portugais et Serbo-Croates. Le but : ouvrir l'école sur la vie et développer l'autonomie des enfants.

Apprendre pour faire, en faisant

Les cours classiques ont été remplacés par ce que les animateurs de Vitruve appellent le « cheminement sur des projets ». A chaque rentrée scolaire, les enfants de chaque niveau (cours préparatoire, cours

élémentaire, cours moyen) discutent, aidés par plusieurs animateurs de l'école, d'un projet, dont les seules consignes sont d'être « enrichissant, réalisable et intéressant pour tous ».

L'année dernière, les CP ont décidé de faire des bateaux et des jouets en tissu ; les CE 1, un livre sur le quartier et un roman-photos sur la vie quotidienne des enfants parisiens ; les CE 2, une comédie musicale qu'ils ont intitulé « la jungle dans la ville » ; les CM, une enquête sur la vie d'un des quartiers du XX^e arrondissement : Belleville.

C'est à travers ces projets que les enfants apprennent à lire, à écrire, à compter, car ils se rendent vite compte que la vie de leur projet en dépend. Il s'agit « d'apprendre pour faire, en faisant ». En s'ouvrant totalement à l'extérieur, l'école a éclaté et transformé ses buts. Les enfants apprennent en faisant et non pour apprendre. Il s'agit là des grandes orientations de l'école Vitruve. La place manque pour la regarder vivre plus en détail (voir TS n° 742 - *Autrement* n° 10/77 « Les enfants dans la ville » - Brochures de l'école Vitruve, 3, rue Vitruve, 75020 Paris).

Aujourd'hui la situation est grave : le conseil de Paris refuse les — modestes — crédits qui permettraient annuellement à l'école Vitruve — qui dépend de l'Education nationale — de se déplacer à la campagne. Les « classes vertes » sont pourtant devenues l'un des éléments les plus intéressants pour tous les utilisateurs de Vitruve — enfants, enseignants, parents.

Classes vertes : bol d'air et autonomie

Au cours des six années où se sont déroulées ces classes vertes, une conception originale s'est développée. La première année, il s'agissait surtout de faire quitter la ville à des petits citadins et de leur permettre, par cette coupure de la vie familiale et en vivant en collectivité, d'affirmer leur autonomie.

Les trois premières années, les classes vertes de Vitruve se sont déroulées dans une structure assez classique. A partir de 1974, les enfants ont été de plus en plus associés aux tâches matérielles et la conception d'une équipe d'adultes polyvalents, assurant tour à tour les tâches matérielles et les tâches pédagogiques sans distinction de statut, s'est élaborée. Les classes vertes ont alors pris une place privilégiée dans le déroulement de l'année scolaire.

Cette promotion de l'autonomie de l'enfant, le développement de son esprit critique, sous-entend sans doute l'avènement d'un autre système social, de type autogestionnaire. C'en est trop pour M. de la Malène, rapporteur du budget du conseil municipal de Paris qui a décidé de couper les crédits. Les utilisateurs de Vitruve n'entendent pas capituler et organisent, place de la Réunion, le 11 février prochain, une grande braderie qui pourrait leur permettre de s'autofinancer. Samedi 11 février, il y aura du monde place de la Réunion. Et parmi eux, beaucoup de lecteurs de TS.

Stephan LYLLAN ■

Etudiants :

Un autre syndicalisme

Si l'on en juge du moins par les premiers résultats aux élections universitaires de l'année 1977-1978, le MAS (Mouvement d'action syndicale) (1) se porte bien. Sur les 11 villes dont les résultats sont connus, il obtient 103 sièges, contre 63 l'année précédente. Le MAS, qui vient de rendre public les thèmes de ses campagnes pour la deuxième période de l'année universitaire, a présenté une plate-forme d'objectifs et de revendications à court, moyen et long terme, prenant en compte l'ensemble des problèmes que rencontrent les jeunes en formation. Depuis la sélection qui s'opère dès la maternelle, jusqu'à la vie active. Un programme ambitieux mais nécessaire. Les points centraux de cette plate-forme ? Le droit à la formation, le droit à l'emploi, l'adoption d'une autre logique dans les rapports emploi-formation, les droits sociaux des étudiants, les conditions d'études, les droits et les devoirs enfin des étudiants et de leurs organisations. A quoi s'ajoute une importante annexe sur le problème de l'Université dans sa région. Ce dernier aspect sera le point de départ prochainement d'une importante campagne nationale. Le thème : « Vivre, étudier et travailler au pays ». Thème rebattu ? « La première réalité fondamentale dans laquelle vit l'étudiant demeure sa région, aussi bien en ce qui concerne l'emploi que la culture, voire même la langue », rétorquent les responsables du MAS. Ce n'est pas tout. « L'étudiant est souvent préparé à un emploi qu'il n'occupera pas plus tard ». Il s'agit donc, pour le MAS, de s'interroger sur la nature de l'emploi souhaité par les étudiants.

Par ailleurs, le bureau national du MAS a tenu à réagir à la récente conférence de presse de l'Union nationale des étudiants de France. Que l'UNEF connaisse des difficultés, rien de bien nouveau. Mais que ces dernières ne fassent que s'accroître au grès des jours traduit bien la difficile coexistence de courants politiques surtout soucieux d'affirmer leur hégémonie. « L'ironie de l'histoire, confie un membre du bureau national du MAS, c'est qu'au lendemain du second congrès du Mouvement d'action syndicale (Grenoble), le président de l'UNEF avait cru bon de rappeler que cette dernière était ouverte — des giscardiens aux trotskistes... Voilà qui crée aujourd'hui quelques remous ».

Enfin, dans un communiqué commun, la CFDT et le MAS ont tenu à réaffirmer la nécessité d'un travail commun approfondi et le renforcement des relations privilégiées qui existent entre les deux organisations.

S. L. ■

(1) MAS, 70, rue Lafayette, 75009 Paris, tél. 246 00 67.

Ces autonomes...

II. — Une société bloquée

La galaxie « autonome », si déconcertante qu'elle soit, interroge une société qui demeure sans réponse

Strasbourg, 21 et 22 janvier. C'était il y a quelques jours presque à mourir de rire. Presque. Imaginez un peu dans Strasbourg « pépère » par-un-calme-week-end-où-tout-est-fermé-même-le-moindre-troquet-pour-prendre-son-crème-croissant (voir comment on l'a sautée lors du dernier congrès PSU) des milliers de flies accourant au grand rendez-vous de l'autonomie. La ville en état

de guerre. Les *Dernières nouvelles d'Alsace* et la télé du coin conspuant l'anarchie et exorcisant la nébuleuse « désirante ». Les autochtones murés dans leur trouille et leurs habitudes du dimanche — mais inquiets aussi devant tant de forces de l'ordre développées. Un vrai gag. Du Jarry. L'ascension du Golgotha transformée en une course de côte.

« Un pari à gagner... »

Quelques gosses fauchés prennent un bus pour passer deux jours « sympas » dans la capitale alsacienne et voilà que l'appareil policier, équipé de pied en cap, mobilise toutes ces énergies. On rêve ? Non, ça s'est passé il y a quelques jours à Strasbourg-sur-le-Rhin, en France. « On » s'attendait au pire. L'Etat mobilise. Cinq mille policiers pour quelques centaines de jeunes gens. Désormais l'Etat a peur...

Amer bilan pourtant pour ceux qui, ce dimanche-là, avaient voulu faire du rassemblement de la capitale alsacienne le temple d'une existence à peine reconnue « Strasbourg est un pari, suffit de le gagner ». Ce pari a été perdu. En dépit des proclamations bravasses. On voulait y démasquer « le terrorisme d'Etat », « interroger les lapsus du pouvoir », « créer deux, trois, plusieurs espaces anti-judiciaires au sein des masses », Schimitiser Giscard. Non, Strasbourg ne serait pas « le tremplin des leaders, des orateurs, des dits représentants qui ont tout compris », ni la « rencontre des états-majors que représente le fameux flux mystique de la base vers le haut, ou de la périphérie vers le centre. Le rassemblement en veut ni haut, ni centre. Il sera de la base vers la base de la périphérie vers la périphérie, de la province. » Il voulait tout et tout de suite. Il n'a été qu'un piteux voyage. Sauf pour les femmes — ironisant d'ailleurs sur le comportement « parano » des « mâles » — et qui ont réussi, elles, à transformer une ville assiégée en un lieu de rencontre.

Le piège de l'innocence

Au lendemain de Strasbourg les justifications sont allées bon train. Et la polémique.

Entre « autonomes » bien sûr. Entre soi. *Libération*, qui se fait l'écho attentif de tout ce qui bouge dans cet « ailleurs » qui échappe et au langage et à la compréhension de la classe politique, publie durant les jours qui suivent le rassemblement avorté communiqués après communiqués. Mi-sérieux, mi-ironiques. Ce n'est d'ailleurs pas un des moindres mérites de la nébuleuse autonome que de ne pas se prendre au sérieux et de faire contre mauvaise fortune des pieds de nez. Témoin ce « Groupe autonome du glucose pour l'auto-noémie » qui tout de go proclame fièrement : « A Strasbourg, les flies sont tombés dans le piège de notre innocence. » Singulier renversement des choses. Mais l'autonome, en dépit de son hostilité avouée à l'endroit du discours maîtrisé et des manipulations est, à sa manière, un manipulateur aussi. Dans la verve qu'il affiche et l'insolence qu'il dispense généreusement, il se veut un continuateur de mai 68.

Les enfants de mai ?

De mai 68 seulement ? Là est tout le problème. Car il ne lui suffit plus d'assumer un héritage dont au demeurant il renie la gestion. Les anciens « soixante-huitards » font souvent figure, à ses yeux, d'anciens combattants. Il aura suffi de dix années pour que l'insolence des aînés se retourne aujourd'hui contre eux. Pour qu'après avoir eux-mêmes — et avec quelle audace — rompu des lances contre l'Etat jacobin ils se retrouvent en 1978 l'objet de quolibets ou victimes de la violence aveugle et, quasi mystique de la part de groupes éclatés en proie au désarroi.

La turbulence parfois folle de mai 68 a trouvé, après quelques tatonnements, son rythme de croisière : l'effervescence libertaire des barricades a trouvé, auprès du courant autogestionnaire, de quoi apaiser son trop-plein d'énergie et assumer un passé riche d'ambitions et de promesses.

Si les « autonomes », divers et mouvements, se réfèrent à mai 68, il semble que ce soit moins à son audace et à sa force qu'ils puisent qu'aux « images brisées » du printemps chaud. A l'exemple qu'au mythe. Le culte de la violence, par exemple — fut-il destiné à répondre à la violence de « l'Etat policier » —, semble une pâle imitation de la stratégie meurtrière du P 38 des commandos italiens. A beaucoup d'égards, la situation française est bien différente de la situation italienne. L'Etat plus puissant et les institutions moins vermoulues et moins discréditées. Aussi force est de constater que la haine vouée à l'un et aux autres en France par les « autonomes » relève davantage du mimétisme que d'un projet véritable. Du volontarisme que du discernement.

Reste l'existence même des « autonomes », leur apparition sur le marché de la contestation tous azimuts. La souricière que constitue la société libérale avancée, les blocages dont elle porte la responsabilité — en dépit des ravalements récents —, ne suffit pas à expliquer ce qui relève d'un fait de société.

José SANCHEZ ■



Photo: Manuel Joachim/Nada

La non-violence est aux moyens ce que l'autogestion est à la fin

Par Jean-Marie MULLER*



Jean-Marie Muller :

« La non-violence : ni un rêve, ni une utopie »

mais une loi de l'action. « On objectera alors que la violence nous est imposée par l'adversaire lui-même et qu'il n'y a pas vraiment le choix. Dire cela, c'est oublier qu'un principe essentiel de toute stratégie est justement de prendre l'initiative pour se battre sur un terrain autre que celui choisi par l'adversaire. Excluant le recours à la violence, nous proposons une stratégie qui prend à contre pied tout l'effort de préparation fait par la bourgeoisie pour empêcher et, si nécessaire, remporter l'épreuve de force. Le combat, en effet, se trouve déplacé sur le terrain où les travailleurs ont l'avantage du nombre et, s'ils s'en donnent les moyens, de l'organisation et de la solidarité » (2).

Si notre adversaire cherche à nous imposer le choix de la violence, c'est précisément parce qu'il lui convient. Saul Alinsky nous semble énoncer une évidence lorsqu'il remarque qu'« il est politiquement insensé de dire que le pouvoir est au bout des fusils lorsque ce sont nos adversaires qui possèdent tous les fusils. » Ainsi, la capacité de violence des oppresseurs sera-t-elle toujours démesurément plus grande que la capacité de violence des opprimés. C'est pourquoi, plutôt que d'armer le peuple, préparant ainsi le conflit sur le terrain où l'adversaire est et restera le plus fort, nous pensons qu'il vaut mieux que le peuple lui-même devienne une arme par son organisation et son unité.

Par ailleurs, le moyen violent occulte la fin juste. L'action armée attire l'attention de l'opinion publique non pas sur l'injustice que je combats mais sur la violence que je commets. Et les pouvoirs établis, qui ont le monopole des moyens d'information, sau-

ront utiliser ma violence pour discréditer ma cause et faire peur à l'opinion publique. Celle-ci sera alors toute prête à accepter et à cautionner la répression mise en œuvre pour « maintenir l'ordre » et assurer la « sécurité » des citoyens. La force de l'action non-violente, c'est précisément de refuser d'offrir à notre adversaire les arguments dont il a besoin pour justifier sa répression. Certes, il serait tout à fait illusoire de croire que la répression ne viendra pas s'abattre sur les auteurs d'actions non-violentes. Mais ceux-ci pourront garder l'offensive car le débat crée dans l'opinion publique sera alors un débat sur la finalité de leur action et les pouvoirs établis seront contraints à la défensive en devant justifier leur propre violence.

Les changements politiques profonds ne pourront intervenir dans notre société que si, d'une part, une large minorité de la population se mobilise dans l'action directe et si, d'autre part, la majorité, face à cela, prend à tout le moins une attitude de neutralité bienveillante. L'analyse que nous faisons de la réalité socio-politique nous amène à penser que c'est dans le cadre d'une stratégie de l'action non-violente que ces deux conditions ont le plus de chances de se trouver réalisées.

Mais l'expérience nous a appris qu'il ne suffisait pas de déclarer qu'une manifestation sera pacifique et non-violente pour qu'elle le soit dans les faits. Il y a beaucoup de naïveté — et en fin de compte d'irresponsabilité — à faire confiance à la spontanéité créatrice des masses en leur prêtant je ne sais quel instinct infaillible qui leur permettrait de faire les choix tactiques les mieux appropriés au terrain et de découvrir dans le « feu » de l'action la stratégie la plus efficace. En réalité, l'action non-violente ne s'improvise pas ; elle nécessite une préparation et une organisation rigoureuses. Alors, et alors seulement, il sera possible de faire spontanément les bons choix au moment de l'affrontement.

Quelle que soit notre préférence idéologique du moment, nous devrions pouvoir nous mettre tous d'accord pour dire que la non-violence est préférable dans la mesure où elle est possible. Dès lors, il nous appartient de rechercher ensemble quelles sont les possibilités de la non-violence. Sans plus attendre. ■

(*) Membre du Comité de coordination du Mouvement pour une alternative non-violente (MAN). Auteur de plusieurs ouvrages sur la non-violence dont *Le défi de la non-violence* (éd. du Cerf).

(1) Texte d'Orientation Politique du MAN : Pour le socialisme autogestionnaire : une non-violence politique, 128 pages, 8 F. Ce texte peut être commandé au secrétariat du MAN, 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis (10 F franco de port).

(2) Id.

PARMI ceux qui sont convaincus de la nécessité d'engager une épreuve de force avec les pouvoirs établis pour promouvoir la révolution, nombreux sont encore ceux qui affirment que les travailleurs ne pourront pas faire l'économie de la violence. Mais il nous semble que de tels discours s'inscrivent dans le cadre d'un débat idéologique plutôt que politique. Dès que l'on parle en termes de conflit, de lutte et d'affrontement, un a priori plaide en effet en faveur de la violence tandis que de nombreuses équivoques et de nombreux malentendus font que la non-violence se trouve présentée de manière caricaturale. Alors que l'action politique semble impliquer le recours à la violence, la non-violence semble ne pouvoir donner lieu qu'à une protestation « prophétique ».

Il faut reconnaître que la non-violence est restée longtemps prisonnière des catégories morales et philosophiques, voire religieuses, à travers lesquelles elle a été souvent présentée. Ces formulations, si légitimes qu'elles soient par ailleurs — et c'est la conviction de nombreux militants du MAN —, deviennent totalement inopérantes lorsqu'il s'agit de faire face aux situations concrètes d'injustice et d'oppression. C'est pourquoi nous récusons tout moralisme prêchant une « conversion » des individus sans prêter attention à la nécessité de promouvoir une révolution politique. « La classe ouvrière porte en elle le souvenir de ses blessures et de ses morts ; elle n'est donc pas disposée à accueillir les paroles moralisantes de ceux qui, issus le plus souvent de la bourgeoisie, prêchent une non-violence fondée sur l'amour de l'ennemi qui prend alors un sens précis de collaboration de classes » (1).

Lorsque nous cherchons à définir ce que pourrait être une transition vers le socialisme autogestionnaire, nous le faisons à partir de l'observation des luttes populaires actuelles, non à partir du rêve ou de l'utopie, et non plus à partir d'une théorie abstraite. Et c'est précisément l'analyse des expériences en cours qui nous amène à affirmer qu'il y a une cohérence fondamentale entre la lutte non-violente et le projet autogestionnaire, que l'une et l'autre relèvent de la même démarche politique, que la dynamique de l'une vient s'identifier à la dynamique de l'autre ; que la non-violence est aux moyens ce que l'autogestion est à la fin.

Le problème des moyens de notre action ne doit pas être abandonné aux philosophes et aux moralistes car il est très précisément un problème d'efficacité politique. L'affirmation de Gandhi selon laquelle « la fin est dans les moyens comme l'arbre dans la semence » n'est pas une règle de morale

Portugal : l'avenir d'une révolution

L'Union de la gauche pour la démocratie socialiste vient de naître. Non d'une scission mais d'un rassemblement

Dimanche 29 janvier est née, au Pavillon des Sports de Lisbonne, l'Union de la gauche pour la démocratie socialiste (UESD). Ce jour-là cinq cents délégués sont venus de toutes les régions du Portugal pour constituer ce mouvement politique en conclusion d'une période de débats menés par des centaines de militants de la gauche du Parti socialiste, en liaison avec un nombre de militants venus de différents horizons de l'extrême gauche.

Le congrès constitutif avait été décidé fin octobre 77, à Coimbra par un collectif de militants du PS regroupés pour l'essentiel dans « *Fraternité ouvrière* » sorte de mouvement culturel et politique créé par Lopes Cardoso, ancien ministre de l'Agriculture du 1^{er} Gouvernement Constitutionnel de Mario Soares, ancien membre du secrétariat national du PS. A ces militants se sont adjoints la quasi totalité du Mouvement socialiste unifié (MSU) composé lui d'anciens militants du MES (Mouvement de la gauche socialiste) et de la LUAR (Ligue d'union et d'action révolutionnaire), ainsi que des militants syndicalistes des bases FUT, autogestionnaires.

Face à la politique du premier gouvernement constitutionnel — socialiste homogène —, dont la pratique législative s'est caractérisée par un recul généralisé sur les acquits de la « *révolution de 75* » (loi de la réforme agraire, loi de délimitation du secteur public et du secteur privé, loi des indemnisations pour les anciens propriétaires des entreprises nationalisées — loi de « *désintervention* » assurant le retour des

patrons dans les entreprises, etc.), le mécontentement populaire a enlevé au PS une grande partie de ses bases sociales et en particulier de ses militants syndicalistes ouvriers.

L'aboutissement de la politique gouvernementale du PS, qui vient de se conclure par un accord avec le CDS (parti de droite qui regroupe les nostalgiques du régime de Salazar), n'a fait que confirmer et renforcer la crédibilité politique de l'organisation en construction.

Sur le plan programmatique ce qui frappe, c'est la prise en charge par cette nouvelle organisation du projet autogestionnaire. A côté du PS qui vient de montrer le peu de cas qu'il a accordé à l'autogestion dans sa pratique politique, à côté d'un PC enfermé dans sa conception autoritaire et centraliste du socialisme, et enfin à côté d'une extrême gauche dont les éléments principaux ont une conception qui n'est guère différente de celle du PC, l'UESD est la seule organisation qui prenne en charge dans sa définition programmatique la très riche expérience autogestionnaire de la révolution portugaise et qui s'est manifestée par un développement impétueux des commissions de travailleurs et des commissions de quartiers.

De plus, sa conception du « *bloc social* » nécessaire à la transition au socialisme, l'idée fondamentale que sa mise en mouvement comme moteur des transformations sociales, ne peut être assurée que par une permanente recherche de l'unité des forces sociales et politiques qui se réclament du

socialisme, tout cela constitue à la fois l'intégration d'une leçon tirée de l'échec de la révolution portugaise en même temps qu'une critique, fondée sur une pratique déjà longue, du sectarisme de l'extrême gauche et du PCP au cours de certaines périodes décisives de l'année 75.

Pour des militants socialistes, écoeürés ou même traumatisés par la politique du PS, il fallait une réelle maîtrise politique pour affirmer dans la résolution politique que leur nouvelle organisation « *ne considère pas que la social-démocratie, sauf quand elle est liée au niveau politique et syndical avec la droite, constitue son adversaire principal* ».

Pour l'UESD, en effet, les adversaires principaux, d'un point de vue social, sont le capitalisme et, à l'intérieur de celui-ci le capitalisme monopoliste, et, d'un point de vue politique, le fascisme et les forces de droite.

L'idée principale enfin de la nouvelle organisation ? Qu'aujourd'hui une issue à gauche de la crise portugaise n'est possible que si les forces populaires parviennent à imposer à la fois une ligne unitaire tout en maintenant une dialectique interne entre les différentes forces représentatives du mouvement ouvrier. Cela éviterait que le bloc social ainsi en mouvement ne soit dominé et par le réformisme social-démocrate de Soares et par le Parti communiste.

L'UESD dispose-t-elle des moyens de cette ambitieuse politique ? Dès aujourd'hui, son implantation et sa représentation syndicales en font la deuxième force ouvrière, immédiatement derrière le PCP.

Sur le plan politique l'espace ouvert par la « *dérive* » droitière du PS et par l'immobilisme du PC (sans oublier le néo-stalinisme de l'extrême gauche) permet d'espérer sérieusement une représentativité populaire réelle et rapide (certains sondages attribuent déjà au moins 10 % des intentions de vote à l'UESD !).

Reste le plan militaire. La présence ostensible au congrès de membres importants de l'ex-MFA (Melo Antunes, Pezzarat Correia, Otelo de Carvalho, etc.) assure à l'organisation une « *surface* » politico-militaire non négligeable.

En bref, pour l'UESD, le plus difficile reste à faire : compléter sa définition programmatique tout en prouvant sur le terrain de la lutte des classes sa capacité d'intervention à tous les niveaux. C'est à partir de ce moment-là que la nécessaire restructuration du mouvement ouvrier portugais sera effectivement en marche. Il était logique qu'elle commence au Portugal. De sa réussite dépend l'avenir du socialisme au Portugal. Et ailleurs...

De notre envoyé spécial
Bernard RAVENEL ■

La semaine prochaine TS publiera une interview de Lopes Cardoso, ancien ministre de l'Agriculture du 1^{er} gouvernement constitutionnel de Mario Soares.





Photo AFP

Françoise Claustre :
« Son ancien géolier s'est récemment rallié au président Malloum. »

Mourir pour le Tchad ?

Morts, prisonniers, otages : les militaires français commencent à cueillir les fruits de leur nouvelle intervention au Tchad...

Prenant prétexte des accords de coopération militaire qui lient Paris à N'Djamena (ex Fort-Lamy), les « *Transall* » de l'armée française interviennent depuis lundi au Tchad, pour aider l'armée du général Malloum à venir à bout de la guerre civile qui sévit dans le pays depuis une douzaine d'années. Déjà, deux avions militaires « *tchadiens* » — mais pilotés par des soldats français — ont été abattus dans le nord du pays par les guérilleros de la « *2^e armée* » du Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT), commandée par Goukouni (le successeur d'Hissen Habré). Bilan : 3 disparus et 4 prisonniers parmi les Français. En outre, un jeune Français a été enlevé en compagnie d'un Suisse dans les parages du lac Tchad, à la frontière nigérienne, par une fraction dissidente du FROLINAT.

L'accord Malloum-Habré

C'est la première « *note* » de l'année au Tchad. Mais les entreprises insensées de la diplomatie et de l'armée françaises dans ce pays ont déjà coûté cher : rallonges budgétaires annuelles depuis 1960 ; subventions sans fond pour des réformes administratives ou économiques qui n'ont jamais vu le jour ; équipement et entraînement d'une véritable « *armée-passoire* », qui a déjà fait amplement la preuve de son incapacité. A quoi il faut ajouter l'entretien d'un important corps expéditionnaire français de 1969 à 1975, (avec une centaine de morts à la clé) et celui d'un corps d'assistance technique militaire aujourd'hui.

Le régime du général Malloum ne doit sa survie qu'à cette aide française quasi exclu-

sive, qui s'accompagne d'une intervention de chaque instant dans la gestion des affaires économiques et militaires du pays. Ses propres initiatives pèsent bien peu face au soutien de Paris : que vaut par exemple l'accord que le général Malloum vient de conclure, au Soudan, avec Hissen Habré, l'ancien géolier de Françoise Claustre, qui — de l'avis général —, ne représentait plus que lui-même, et dont les méthodes ont été maintes fois dénoncées par ses anciens compagnons du FROLINAT ?

Quelle « *unité nationale* » peut se construire avec un aventurier qui a perdu tout crédit dans ses marchandages et son trafic d'otages ? Comment le régime militaire de N'djamena — qui se joue tous les jours de la démocratie —, pourrait-il soudain laisser se créer une « *assemblée représentative* », et « *libérer les prisonniers politiques* » sans remettre en cause sa propre existence ?

Bien sûr, la rébellion tchadienne est divisée, emmêlée dans ses procès de « *ligne* », encombrée de scissions, aux prises avec les querelles de tribus. Mais elle a la vie dure. Et elle dispose maintenant de l'appui croissant de la Libye. Goukouni, en lançant ses hommes sur Faya-Largeau, la capitale du BET (la province de Borkou-Ennedi-Tibesti), prouve que la « *2^e armée* » a surmonté ses dissensions internes. Les mille guérilleros disposeraient maintenant d'un armement relativement moderne, avec des mitrailleuses anti-aériennes.

Exercices pratiques

Profitant de l'apathie de l'opinion française à propos de l'utilisation de l'armée

« *outré-mer* » et de la relative modération de l'opposition de gauche, le gouvernement français s'engage à fond dans ce nouveau conflit : 40 % du budget de coopération militaire pour l'Afrique va déjà au Tchad, où séjournent 350 officiers et sous-officiers français (tandis que 150 militaires tchadiens sont formés en France même).

Pour dissimuler l'intervention directe, notamment dans le domaine aérien, le ministère français de la Défense assure qu'ils sont en mission de « *ravitaillement* » ou « *d'instruction* ». Oui, mais justement : au Tchad, les occasions pratiques de s'exercer « *en conditions réelles* » ne manquent pas. Et c'est bien pourquoi on retrouve des militaires français sous le feu croisé des mitrailleuses du FROLINAT. Est-ce ce que l'on cherche ?

A propos de la Mauritanie, en décembre dernier, de Guiringaud (affaires étrangères) et Bourges (défense) avaient nié jusqu'au bout que les avions français étaient mêlés aux opérations contre le Polisario. Maintenant, ils en prennent rarement la peine. Et le ministre algérien des Affaires étrangères, M. Bouteflika, est fondé à accuser Paris « *d'intervention impérialiste* » en Afrique — comme il l'a fait le samedi 4 février à l'issue du « *sommet arabe du refus* ». D'ailleurs — est-ce vraiment un hasard ? — les interventions françaises au Maroc, en Mauritanie et au Tchad sont toutes menées dans des pays frontaliers avec l'Algérie...

Philippe MARIELIE ■

bloc-notes

● **Ethiopie : la guerre « socialiste » ?** Bruit et fureur à Addis-Abeba, ces derniers jours : le colonel Mengistu et ses alliés préparent la grande contre-offensive qui devrait faire reculer les Somaliens de l'Ogaden où ils sont entrés en septembre dernier, et bouter les combattants érythréens hors des villes qu'ils ont conquises durant l'année 1977. L'Union soviétique et Cuba ont mis le paquet, au nom de la « *défense du socialisme* » : pont aérien, convois de cargos, arrivée de centaines ou milliers de « *conseillers* » — on ne sait. Le moment leur paraît bien choisi : l'Occident semble paralysé par la question du « *maintien des frontières coloniales* », et ne souhaite pas s'aliéner à ce propos tout le continent africain. Mais ses alliés peuvent s'en mêler : l'Arabie saoudite, l'Iran surtout rêvent de jouer un rôle croissant autour de la mer Rouge...

● **Mauritanie : les « Jaguar » mènent la danse :** le Polisario a attaqué au début du mois de février la garnison mauritanienne de Tichla, dans le Sahara occidental, où est basée la « *1^{re} région militaire* ». A Paris, le ministère des Affaires étrangères a nié — comme d'habitude — que des avions français aient participé à la contre-offensive mauritanienne. Mais à Nouackchott, la capitale mauritanienne, on a confirmé que des chasseurs « *Jaguar* » et « *F5* » et des avions d'observation Bréguet-Atlantic — tous des appareils français — ont bien tenté de retrouver les assaillants, comme on l'affirmait à Alger, chez les responsables militaires du Polisario. ■

Tunisie : quand sonne le glas

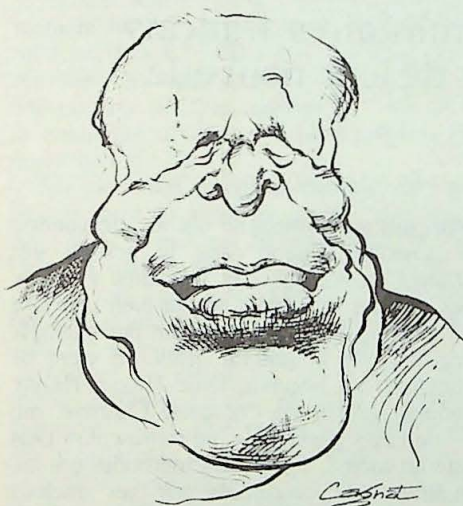
Après le « jeudi noir » la Tunisie ne ressemble plus à son image de marque.

Le 19 janvier 1977, à Tunis, gouvernement, syndicats et patrons signaient un pacte. Son objet ? Maintenir les rapports sociaux dans une paix relative, afin de permettre au système de faire face, par ailleurs, à la contestation purement politique. Répit précaire. Car, dès sa signature, le pacte était contesté par les syndicats de base. La détérioration des conditions de vie des travailleurs devaient leur donner raison.

Plus de 500 grèves affecteront l'ensemble du secteur économique durant l'année 77. Si l'on se réfère au dernier exercice de l'AD (Inter national association for development), par exemple, la Tunisie figure parmi les pays du Tiers Monde possédant le PNB par tête d'habitant le plus élevé : 760 \$ U.S. De même si l'on considère aussi les résultats du IV^e plan, on constate aussi une amélioration globale du niveau de vie, une grande augmentation des postes d'emploi, et un développement spectaculaire des secteurs industriels et des services. En occident, le pays a une bonne « image de marque ». Mais il y a loin de l'opinion du *Manager senior* d'une multinationale à l'image qu'ont les Tunisiens de leur propre pays. La production intérieure brute par exemple a presque triplé entre 1970 et 1976. Mais en même temps la contribution des ruraux à cette PIB diminue et n'atteint aujourd'hui que 16 %. Or, d'après le dernier recensement effectué (1975-76), la population rurale atteint 53 % sur un ensemble de 6 millions d'habitants, et fournit 44,3 % de la population active. Par ailleurs, en l'espace de deux ans (75-77) les prix de certaines matières vivrières essentielles (semoule, sucre, huile, pâtes, légumes de base) atteignent le niveau des prix pratiqués dans la région parisienne, alors que le salaire moyen en Tunisie est de 70 dinars(1) et que cette évaluation statistique (en dinars constants) cache mal les sous-salaires pratiqués dans le secteur privé, la non-mensualisation, et l'absence de conditions « humaines » de travail. L'échelle des salaires, en Tunisie, donne le vertige. Quant à l'échelle des revenus... Parmi les tenors de l'import-export, les revenus mensuels de trois ou quatre mille dinars ne sont pas rares, alors qu'un ouvrier boulanger ne peut espérer gagner plus de 40 dinars et qu'un journalier maraicher plafonne à 30 dinars. Et encore

tout le monde ne trouve-t-il pas de travail : d'où l'exode rural, l'émigration, la misère matérielle et psychologique.

On comprend mieux ainsi ce qui fait courir les travailleurs tunisiens. Au départ la



défense d'un pouvoir d'achat réduit à une caricature par l'inflation et le chômage. Ce n'est que par la suite que les options économiques mêmes du régime ont été mises en cause ; et cette remise en cause ne pouvait que déboucher sur une interpellation globale du régime bourguibien. D'où les accusations de « préméditation » et de « machiavélisme » portées contre les syndicats. Comme si un mineur du sud tunisien, un chauffeur d'autobus de Sousse ou encore un ouvrier agricole de Jendouba avaient besoin d'être « dévoyés » pour trouver, dans leur sort matériel et culturel, matière à révolte.

Les grèves tournantes de novembre dernier, ont été, à cet égard, un signe politique, l'ultime : l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens) échappait, de manière définitive, au contrôle du PSD (Parti socialiste destourien). Les amarres étaient rompues. Or, un mois auparavant, ce même parti, recourait à l'armée pour réprimer le véritable soulèvement populaire, sur lequel avaient débouché les grèves de Ksar-Helal. Ainsi prenait fin une légende vieille d'un quart de siècle : celle de la légitimité d'un appareil de pouvoir qui prétendait représen-

ter l'ensemble des classes sociales. Ne voilà-t-il pas qu'il trouvait en face de lui une UGTT dont les capacités mobilisatrices et la représentativité dépassaient de loin les siennes propres. Or les institutions mêmes du régime, outre son idéologie « totalitaire » ne peuvent souffrir une telle réparation. La solution, donc, s'imposait d'elle-même : la liquidation de la centrale syndicale, sinon sa mise au pas et le retour à la caporalisation. Aucun régime anti-démocratique ne peut s'accommoder de l'autonomie de la classe ouvrière, des travailleurs en général. Achour et tous les dirigeants qui ont refusé de se renier ou d'endosser, comme on le leur demandait dans le plus pur style des procès de Prague, les accusations de « subversion », sont en prison. Des milliers de militants sont aussi incarcérés. Un ancien « responsable » (Tyani Abid) accepte de collaborer à la reprise en main de l'organisation. Un congrès extraordinaire de la centrale est convoqué pour le 25 février.

Certains observateurs, pourtant, seraient tentés de dire : mais, il y a quelques semaines, Nouira (Premier ministre), avait bien satisfait les revendications — importantes — des cheminots et des mineurs : les débats qu'a vécus l'assemblée nationale en décembre, à l'occasion de la discussion du budget 78, ont été libres, vifs, ouverts, bref « démocratiques », la vérité est que le régime a dû faire face à une situation qui le dépassait : on n'improvise pas en effet un massacre comme celui du « jeudi noir ». L'histoire même du régime bourguibien montre qu'en Tunisie Machiavel est au moins aussi lu qu'Ibnou Khaldoun(2). La « Normalisation » de l'UGTT s'inscrit historiquement dans une stratégie de l'élimination, bien caractéristique du mouvement destourien.

Mohsen TOUMI ■

(1) 1 dinar = 11,50 F

(2) NDLR : L'un des ancêtres de la sociologie moderne (XIV^e siècle)

Solidarité

Des militants tunisiens résidant à l'étranger se réclamant des divers courants de l'opposition démocratique, progressiste et révolutionnaire au régime, ont pris l'initiative de lancer, sur une base unitaire, l'appel solennel suivant :

La Tunisie vit un moment décisif de son histoire. Les événements qui ont suivi la grève générale du 26 janvier sont, en effet, d'une extrême gravité. Ils consacrent, par le recours aux pratiques fascistes contre les travailleurs, l'amorce d'un processus de terreur, accentuant les effets de la crise politique, économique et sociale engendrée par la politique du régime destourien.

Dans ces conditions, une campagne d'information et de solidarité unitaire, la plus large possible, s'impose à tous ceux qui se rangent aux côtés de la classe ouvrière et de l'UGTT, afin de manifester de façon active et efficace leur solidarité et afin de sensibiliser davantage l'opinion internationale à la répression sanglante que connaît la Tunisie.

Compte Action Tricontinentale : 372 70 036 Société Générale F.Y. Assas. Avec la mention Tunisie 78. Adresse : 46, rue Vaugirard, 75006 Paris, tél. : 329 34 65. ■

sans toucher à la Constitution, les réformes qu'il préconise.

Loubard de Mirobol joue le jeu

Au soir du 19 mars, la gauche a, malgré ses dissensions, remporté les élections après une campagne d'une rare violence. Dans les jours qui suivent, les ouvriers de la Saviem à Balinville instaurent l'autogestion, contre la volonté du gouvernement. La classe ouvrière profite de la situation pour s'installer à son compte. Cependant que la droite musclée, regroupée autour de Pinarque, hurle au chaos et multiplie, à toutes fins utiles, les provocations. Florentin est premier ministre, flanqué de Pécras et Potard. Le président de la République, Loubard de Mirobol, joue le jeu. Ce que ne lui pardonne pas Pinarque. Faut-il préciser que la situation du pays se dégrade rapidement ? Mais pas pour les raisons qu'on pourrait croire. Parce qu'incapable de faire face à l'attente de la classe ouvrière, dont la mobilisation permettrait pourtant de le renforcer, le gouvernement tergiverse dans tous les domaines et finit par être renversé par un coup d'Etat fomenté et réussi par Pinarque. La fiction est trop proche de la réalité pour qu'on en pleure. Et puis, Jean Manan manie l'ironie avec cette virtuosité qui rend la lecture hebdomadaire du *Canard enchaîné* pire qu'une nécessité : une drogue. A lire en toute priorité, ne serait-ce que pour savourer les noms des protagonistes de cette sombre (pour la gauche) histoire. Bouffigue, Patchouli et notre (ex) grand Mocquart y sont croqués avec beaucoup de finesse. Sans parler de Pinarque dont l'auteur va jusqu'à préciser l'étymologie : de « *pénis* », membre viril et du grec « *archein* », commander. Qu'on se le dise.

La « bonne politique de gauche »

Est-il possible d'éviter à la gauche de sombrer aussi inéluctablement ? S. Christophe Kolm (encore lui !) ne le pense pas. Mais cette fois, il n'est pas seul à le dire. Il s'est entouré d'une pléiade de grands noms de l'économie et de tous les rivages de la gauche française et internationale. C'est ainsi que Pierre Mendès-France, Jen Tinbergen, Gunnar Myrdal, Alfred Sauvy et bien d'autres, côtoient Pierre Naville, Yvon Bourdet et André Granou autour du thème de la transition socialiste. Partant du constat que toutes les tentatives de transition socialiste pacifique ont échoué, les auteurs s'efforcent d'exposer la « *bonne politique de gauche* », c'est-à-dire celle qui permet de réussir sans périr ni trahir. Réussir à promouvoir une société dont il n'existe pas encore d'exemple, une société qui n'est ni le capitalisme ni le soviétisme.

Les contributions ne sont pas toujours d'un égal intérêt : c'est la loi du genre. Mais le débat n'en est pas moins riche et souvent fort instructif.

Michel ETIENNE ■

(1) S.-C. Kolm, *La transition socialiste*, éd. du Cerf, 212 p., 42 F.

Elections sans frontières

Tandis qu'à l'approche du 12 mars les politologues de gauche s'interrogent gravement, la science-fiction fictionne... si peu parfois

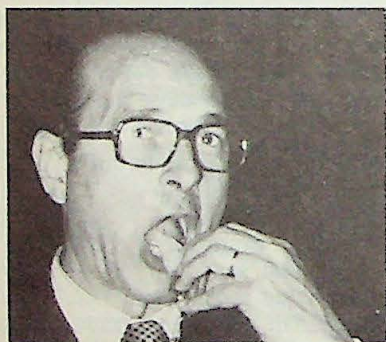
S.-C. Kolm, *Les élections sont-elles la démocratie ?* éd. du Cerf, 144 p., 29 F.
 P. Birnbaum, F. Hamon et M. Troper, *Réinventer le Parlement*, éd. Flammarion, coll. « La Rose au poing », 224 p., 20 F.
 Jean Manan, Pinarque, éd. J.-C. Lattès, 251 p., 36 F.
 S.-C. Kolm, *Solutions socialistes*, éd. Ramsay, 504 p., 58 F.

Les élections sont-elles la démocratie ? C'est la question à laquelle tente de répondre Serge Christophe Kolm après nous avoir

celles-ci. Lisez, faites lire ce livre et vous pourrez alors voter « *les yeux ouverts* »... Pour nos candidats, de préférence quand même.

Alimenter le Parlement

Politologues et spécialistes de droit public, Pierre Birnbaum, Francis Hamon et Michel Troper ne vont pas aussi loin. Leur propos est au contraire de donner un nouveau sens aux élections législatives : réinventer le Parlement. Un Parlement dont les préroga-



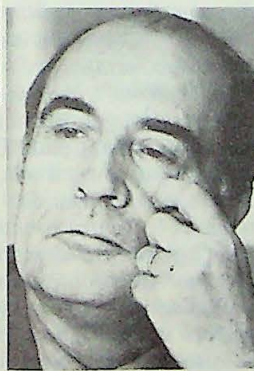
Pinarque



Bouffigue



Patchouli



Le Florentin

livré, il y a moins d'un an, une contribution essentielle sur les problèmes de la « *transition socialiste* » (1).

La réponse est négative, ce qui est la moindre des choses pour leur auteur qui dédie son livre à Pierre Kropotkine et Antoine Pannekoek, « *hommes de sciences et d'anarchie* ».

« *Elections, pièges à cons* » ? L'intérêt de cet ouvrage est qu'il explique la nature de ce piège et qu'il en décortique les causes et conséquences fondamentales avec une rigueur toute scientifique. Ce qui n'empêche pas Kolm d'avertir le lecteur qu'il aime les traditions et qu'il souhaite en conserver certaines jalousement. Les élections sont de

tives ont été rétrécies aux dimensions d'une peau de chagrin par la V^e République. Et la question est moins théorique que pratique. Les auteurs, membres du Parti socialiste, ont à cœur de voir un Parlement (de gauche) en mesure d'appliquer le Programme commun. Pour y parvenir, quelques recettes sinon révolutionnaires du moins en rupture avec l'actuel « *crétinisme parlementaire* » : interdiction des cumuls de mandats, rétablissement de la proportionnelle, renforcement des prérogatives et des moyens de contrôle du Parlement.

Un ouvrage qui souligne a contrario l'étroitesse de la marge dont disposerait un gouvernement de gauche pour appliquer,

Papier mâché et Renaissance italienne

Bread and Puppet et Pittura e canzone popolare : sculptures de papier mâché, tarentelles et chansons engagées

Sculpture, peinture, théâtre et chanson populaire : une manifestation organisée par la FNAC à Paris dans la Chapelle de la Sorbonne (1) et qui se déroulera ensuite à Caen et à la FNAC-Lyon triple les plaisirs. Peter Schumann et son célèbre « Bread and Puppet » exposent des sculptures de papier

Adam et Eve chassés du Paradis
Les fresques de Masaccio à Santa Maria del Carmine de Florence.

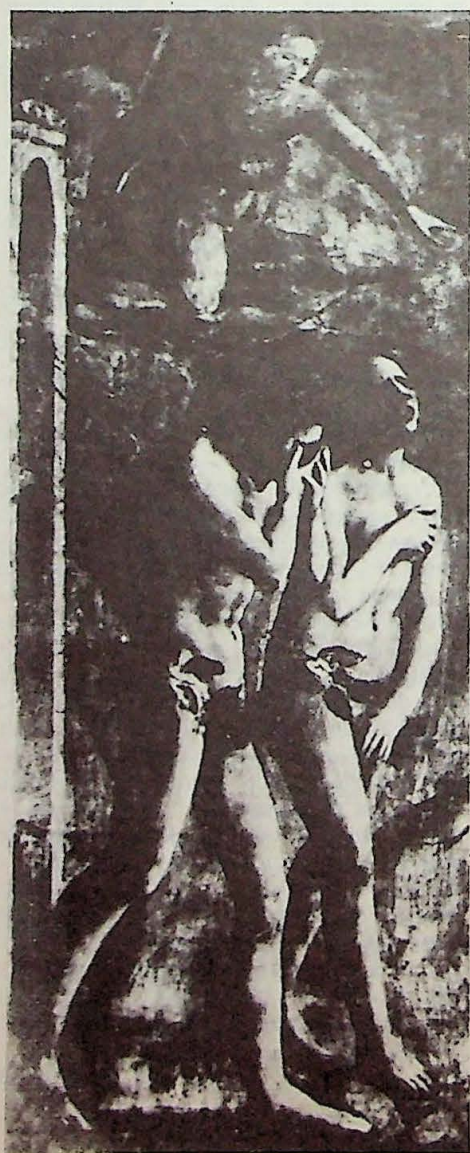


Photo DR

mâché et de carton pâte, inspirées de fresques du jeune peintre de la Renaissance italienne Masaccio.

Peter Schumann ? Né en Allemagne en 1934, il fait des études de sculpture ; de 1958 à 60 il anime le groupe de danse nouvelle à Munich, utilisant des masques. C'est alors qu'il rencontre en Italie des montreurs de marionnettes siciliennes. 1961 : New-York ; il travaille dans les quartiers, donne des spectacles sur la « Rent Strike » (grèves de loyers) dans les quartiers chics. Puis il monte « Fire » : un village vietnamien, des personnages en marionnettes géantes, le visage blanc, tuméfié, faces lunaires... Bombardements. Une femme se colle un ruban de papier rouge sur le corps, se ferme la bouche, s'immobilise dans le sacrifice par le feu. Mythe de la mort par le feu des bonzes vietnamiens, refus de la guerre par les Américains, évocation de Jan Palach...

« On monte, dit Peter, un spectacle aussi fort que l'on peut et il paraîtra réel du seul fait que nous croyons à sa réalité [...]. Il faut créer des métaphores, des spectacles brusques, violents, sans psychologie. » Les matériaux préférés du Bread and Puppet ? Papier mâché et carton pâte. Peter Schumann les utilise au cours d'une expérience réalisée avec les étudiants des beaux-arts de Florence et le Teatro rondo dibacco.

« Que pouvait-il manquer à la ville de Florence, avec toute ses statues de marbre et ses églises, sinon l'art du papier mâché ? Le marbre est lourd, son cœur est lourd et il subsiste à côté de vous des milliers d'années. Ce papier mâché est léger comme le vent et disparaît aussi vite que le vent », écrit Peter Schumann.

La FNAC a eu l'heureuse idée d'accompagner cette exposition d'un film sur le Bread and Puppet. On peut aussi y écouter huit chanteurs napolitains Pupi e Fressede, avec leurs tarentelles et leurs villanella, danses des jours de fête. Et aussi des chanteurs engagés dans les luttes quotidiennes : Caterina Bueno et Alberto d'Amico.

Caterina chante la Toscane, la gravité de son peuple et offre un exemple de la culture populaire actuelle de la Toscane. D'Amico parle de la mort de Venise, mais surtout de la vie des prolétaires vénitiens « qui sombrent dans la lagune et suffoquent à

Mestre ». Il raconte des faits qui sont le patrimoine commun des prolétaires de Venise, des moments de la conscience collective, montrant ainsi qu'il est possible de faire une autre culture, une culture d'opposition.

On rejoint aussi l'esprit libre de Masaccio, le théâtre de rue de Peter Schumann et l'Italie des luttes contre l'exploitation.

Françoise CLAIRE ■

(1) Jusqu'au 19 février de 18 à 19 h (prix : 8 et 12 F) Caen : du 22 février au 15 mars ; FNAC-Lyon : du 16 mars au 2 avril.

A lire sur le « Bread and Puppet », le livre de Françoise Camilsky : La Cité, Lausanne, éd. l'âge d'homme, et Le nouveau théâtre américain de Franck Jotteraux, éd. du Seuil, coll. « Points ».

Les patrons ont des états d'âme

La pièce de Peter Handke, *Les Gens déraisonnables sont en voie de disparition*, nous introduit dans les milieux du grand patronat : cinq chefs d'entreprise devraient évoquer devant nous ce monde des hautes spéculations et des coups bas qui permettent à quelques trafiquants d'avoir toute une population d'acheteurs de n'importe quoi à leur botte.

Je dis : devraient évoquer, car le spectacle ne rend pas les choses aussi simples. Le déroulement de la pièce nous laisse dans la confusion : des patrons qui devraient s'entre-dévorer se contentent de se marcher sur les pieds en cassant des flûtes à champagne.

Malaise d'une classe sociale qui a tout ! Peter Handke reconnaît qu'il n'a pu ni s'identifier à ses personnages, ni les tenir à distance pour les examiner. Ce qu'il leur prête surtout, c'est son désir de déranger brusquement le jeu social. Dans *Insulte au public*, il imaginait des acteurs traquant les spectateurs jusque dans leurs manifestations physiologiques. Alternant le conseil, l'interrogation, la mise en demeure — « Essayez de ne pas saliver. Vous salivez, n'est-ce pas ? Ne salivez pas » — ils s'imposaient à ces corps étrangers jusqu'à susciter leur haine. Mais s'imposer ainsi à autrui, un chef d'entreprise, qui, grâce à son argent, peut tout, le peut-il ? N'est-il pas réduit à des audaces furtives ?

La mise en scène de Claude Régy ne sauve rien. Les patrons en quête de leur moi original y sont plantés comme des arbres et dans ce décor sans nerf et sans humour, seul Patrice Kerbrat (le domestique poubelle) affirme, avec une rare sûreté, la force silencieuse de son personnage.

On peut se demander pour quel public le Centre Dramatique d'une cité comme Nanterre présente une telle œuvre, ni éclairante ni éclairée.

Dominique NORES ■

• Maison de la Culture de Nanterre jusqu'au 17 février. Ensuite à Lausanne, Genève, Bruxelles et... au TNP à Villeurbanne !

Trois hommes en question

Schisme, complicité, bleu horizon, burlesque, frisson, houle, colère, monstres...

Trois hommes étaient *en question* sur les différentes chaînes de télévision, dimanche 5 février : Mgr Lefèvre, l'évêque intégriste, dans le *Questionnaire* de Jean-Louis Servan-Schreiber, sur « *Tf 1* » ; Jiri Pelikan, ancien directeur de la télévision tchécoslovaque et leader de l'opposition socialiste en exil, dans *Un homme, un jour* de Jean-Marie Cavada, sur « *Ant 2* » ; enfin Frédéric Dard, le créateur de *San Antonio*, dans *l'Homme en question*, de P.-A. Boutang et G. Guégan.

On ne présente plus l'ancien archevêque de Dakar — un prélat pour qui l'horloge de l'histoire s'est arrêtée il y a déjà quelques siècles. Le vieillard, qui a pris la tête du schisme conservateur dans l'église catholique de France, ne dédaigne pas de « *parler politique* », et il rejoint aisément — dans son discours sur l'écroulement du vieux monde, et le craquellement des « *bonnes* » valeurs — les rasades de prose réactionnaire dont nous accable chaque samedi matin le « *journaliste* » Michel Droit, avec la bienveillante complicité de la direction de « *France-Inter* ».

Les valeurs éternelles

Mais si ses idées apparaissent minoritaires dans une église qui s'est lancée dans la réforme, elles trouvent sans doute écho dans

une partie de la « *France profonde* », celle de la « *majorité silencieuse* », que travaillent également — sur le plan politique — des hommes comme Jacques Chirac ou Michel Debré. Que Lefèvre ne respecte plus son pape « *traître* », qu'il ne comprenne pas pourquoi les évêques français « *osent* » condamner le recours à la peine de mort pour faire justice — voilà qui paraîtra bénin à côté de cette vaste entreprise de retour aux sources les plus réactionnaires de l'histoire de France. Mettons, pour fixer les idées, celles du second Empire, ou des débuts de la III^e République — quand la Chambre restait bleu horizon...

Frédéric Dard, c'est autre chose : un type qui ne parvenait pas à nourrir convenablement ses gosses, et qui s'est lancé par hasard dans le « *policier* » burlesque, histoire de ramasser quelques sous. Et puis, il est venu plus d'argent qu'il n'en fallait, avec le succès en plus. Dard est prisonnier de San Antonio et de Bérurier ; mais il reste un inquiet, un faible : les lecteurs voient-ils qu'au-delà du rigolard, il y a le tragique ? Amertume et caresses se cachent, dit-il, derrière mes mots blagueurs. Et il rappelle discrètement que, pour le prouver à ceux qui ne voyaient décidément pas clair, il a voulu passer à l'as...

Un hiver « normal »

Avec Jiri Pelikan, on n'allait pas à la rigolade : la Tchécoslovaquie dix ans après l'invasion des chars russes. Un sujet à faire frissonner les marxistes, les socialistes, et tous les gens du gauche. Un montage documentaire du journaliste-maison (Georges Bortoli) ouvrait le feu : un ton « *néo-guerre froide* » assez désagréable, mais tout de même des images qu'il n'est pas possible d'oublier.

Avant le « *printemps* » de Dubcek, le culte effréné de la personnalité à l'endroit de Gottwald — « *le meilleur léniniste après Staline* ». Et ces grandes assemblées stéréotypées. Et ces procès honteux où quelques-uns de ceux qui avaient le plus profité du régime (comme Slanski) ont été injuriés comme des chiens par un procureur à la Kafka, avant d'être passés à la mitrailleuse. Adieu Titistes, Trotskistes, Sionistes, et autres traîtres !

Et puis le temps des réhabilitations — des morts ! — est venu : curieuses mœurs, qui légitiment à l'envers les « *erreurs historiques* ». Et puis Dubcek : il fallait voir la houle spontanée des foules riantes du printemps de 1968. Et la stupeur, puis la colère des Tchèques qui ont vu soudain ramper dans les rues de Prague ces gros monstres d'acier blindé, rugissants et meurtriers, conduits par de jeunes Slaves aux yeux bleus et à l'apparente innocence, auxquels ils demandaient : « *Pourquoi es-tu là ?* Et de répondre, éberlués : « *Est-ce que je sais ?* ». Ils croyaient venir en libérateurs, comme en 1945...

Ces scènes, cette normalisation brutale, ce long hiver sur un fugitif printemps, nous le payons encore, nous les gauches d'Europe et d'ailleurs. En Tchécoslovaquie, bien sûr, c'est pire : les signataires de la « *Charte 77* » perdent tout travail et toute liberté d'action, quand ils ne sont pas tout simplement

arrêtés. Mais il y subsiste encore — miracle ! — des hommes qui ne désespèrent pas du socialisme. Incroyable, mais vrai.

Philippe MARIÉLIE ■

MTS COICES

Problème n° 49

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Horizontalement :

I. A gauche, droite ! II. Familièrement ; mépris ; on peut en manquer même si on en a. III. C'est (presque) le bouquet ! IV. Beurré ; un souverain tout retourné ; épilé ; beurré ! V. Marche ; située près d'un pavillon. VI. Monnaie ; possessif retourné ; en dalle. VII. Empêcheras. VIII. Cachés dans le désordre ; étouffe chrétiens. IX. Une émission ; une bête noire pour Staline. X. Cultivait la Fleur de Marie ; expédiées.

Verticalement :

1. Bouts de rues ; spoliés. 2. Mettent au frais. 3. Quelle infâmie !! 4. Les trois-quarts d'une robe. 5. Emballe ou transporte. 6. Direction ; ornement. 7. N'est pas exactement concerné par l'expansion. 8. Partie de partie ; se tirent en hiver. 9. Que d'agitation ! 10. Commence un effet ; comme ça ; sur quoi risque fort de tomber Giscard... malgré tout !

Solution du n° 48.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	D	I	M	E	N	S	I	O	N	S
II	O	D	I	N		T	O	B	I	E
III	M	E	R	I	N	O	S		E	X
IV	I	S		G	A	P		T	N	I
V	N		I	M		P	R	E	T	S
VI	A	G	N	E	L	E	T	S		T
VII	T	O		S	A	U		T	O	E
VIII	I	R	E		U	S	N	E	E	S
IX	O	E	S	T	R	E		E	T	
X	N	T		E	E		O	S	A	S

15 F de réduction
aux lecteurs de TS

LE PALAIS DES ARTS 20H45

325 rue Saint-Martin - tél. 272.62.98
Métro : Réaumur-Sébastopol - Strasbourg Saint-Denis

un héros national nommé

RUFUS

avec Rosalie et bien entendu son inséparable,
vieille, fidèle, compréhensive
VALISE

entrée 20 francs au lieu de 35
les dimanches 12 et 26 février et 12 et 26 mars
aux porteurs de ce bon

